

# CHAP 1 – CROISSANCE, DÉVELOPPEMENT ET CHANGEMENT SOCIAL

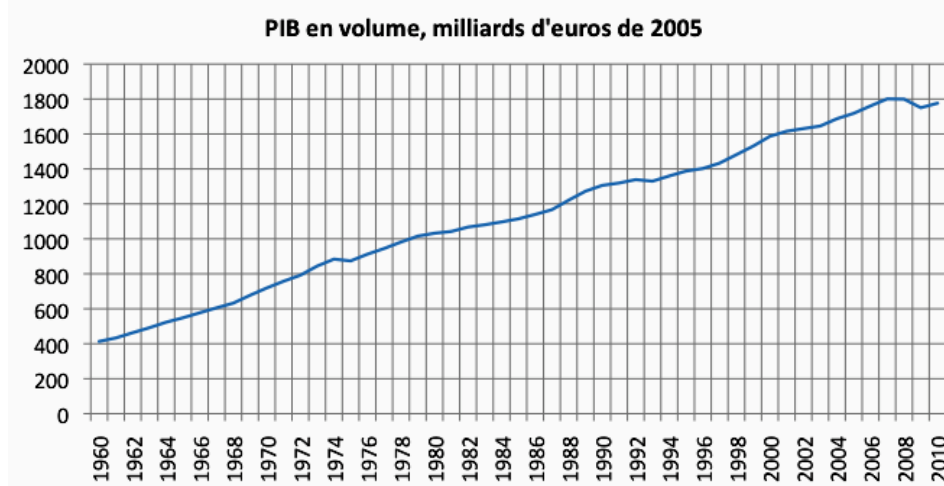
## Introduction :

- ✓ La fin du XXe siècle et le début du XXIe ont été marqués par un "*basculement du monde*" (Michel Beaud - 1997). L'Europe et les Etats-Unis qui ont dominé le monde tout au long du XIXe siècle et du XXe sont maintenant concurrencés par des nations émergentes qui se situent principalement en Asie. La Chine, et dans une moindre mesure l'Inde, s'affirment peu à peu comme les grandes puissances économiques de ce siècle naissant. L'économie mondiale qui était polarisée par l'Ouest, l'Occident, "bascule" progressivement vers l'Est.
- ✓ Ce basculement s'accompagne d'un certain nombre de questions. Comment les pays occidentaux ont-ils pu dominer économiquement, techniquement, culturellement et politiquement le monde ? Quelles ont été les conséquences de cette domination sur les modes de vie des populations ? Tout le monde a-t-il profité de cet enrichissement ? Ce mode de développement est-il généralisable à l'ensemble de la planète au moment où on s'aperçoit que le modèle de croissance des pays industriels se traduit par des dérèglements climatiques importants (réchauffement de la planète, pollutions diverses, épuisement des ressources naturelles...) ? Peut-on attendre de la croissance économique et des progrès scientifiques et technique la solution de tous nos problèmes ? Quelle Terre laisserons nus aux générations futures ?

## 11 – La croissance économique est-elle facilement mesurable ?

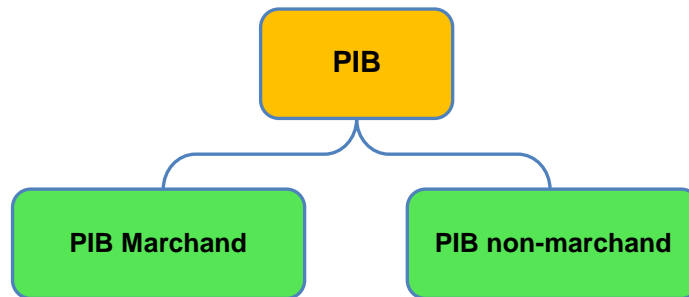
### A – La notion de croissance économique

1. **La croissance** correspond à une *augmentation durable et à long terme du volume de la production*.



Cette définition implique un certain nombre de précision :

- ✓ **La production** correspond à la fois à *l'activité de création de biens et services destinés à satisfaire les besoins individuels et collectifs et à son résultat : l'ensemble des biens et services produits*.
- ✓ **La comptabilité nationale** limite la production à *l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché et/ou obtenus à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché*.
  - Lorsque ces biens et services peuvent s'obtenir sur un marché, on parle de **production marchande** (à condition que le prix soit supérieur à 50% du coût de production).
  - La production non marchande comprend les services collectifs gratuits ou quasi gratuits offerts par les administrations aux ménages et une partie de la production des ménages autoconsommée (la production des jardins potagers, les loyers fictifs des propriétaires de leur logement...).
- ✓ **La croissance est un phénomène de long terme** (plus de 5 ans) alors que **l'expansion** correspond à une augmentation de la production à court ou moyen terme, qui s'inscrit dans un cycle. Le **trend de croissance** correspond à la pente ou à la tendance à long terme de la croissance.
- ✓ **La croissance est phénomène quantitatif** que l'on peut mesurer. On retient en général le PIB comme agrégat pour mesurer les quantités produites. Ce PIB doit être calculé **en volume** ou à **prix constants** pour éliminer la hausse des prix (voir TD et fiche méthode).



Le PIB (critère de la territorialité) =

**PIB marchand** = Somme des VA + TVA + Droits de douane – Subventions

+ **PIB non marchand** = Somme des services non marchands évalués aux coûts des facteurs

VA = Production – CI = CA +/- Stocks - CI

- **Valeur ajoutée** = Valeur que l'entreprise ajoute à la valeur des consommations intermédiaires ;
- **Consommation intermédiaire** = biens et services, achetés par l'entreprise, détruits ou transformés dans le processus de production ;
- **Chiffre d'affaires** = Somme des ventes. Il s'agit de la production vendue.

Le PNB (critère de la nationalité) =

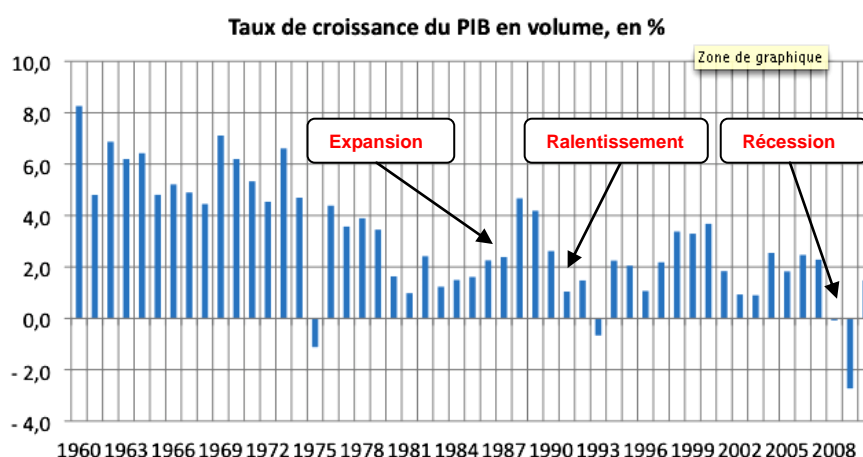
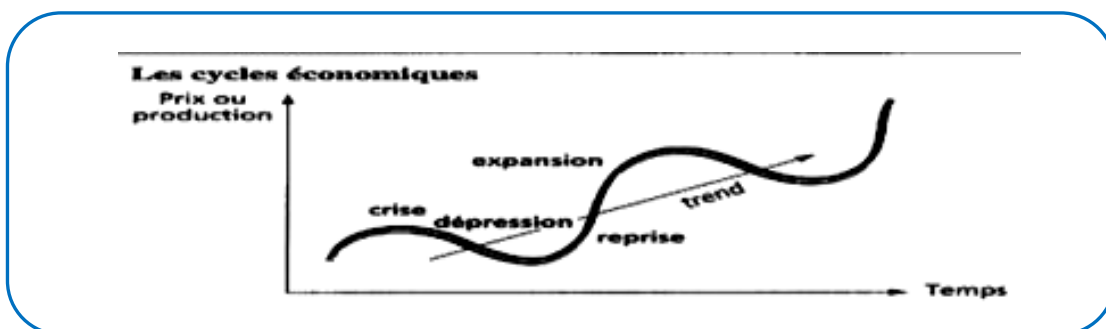
**PIB**

+ Revenus des facteurs versés par les non-résidents

- Revenus des facteurs versés à des non-résidents

Le PNB mesure la richesse disponible par les résidents alors que le PIB mesure la richesse créée sur le territoire national.

2. **Un cycle** en économie est un concept qui définit **les fluctuations de l'activité** économique en les décomposant en une succession de phases clairement identifiables qui se répètent dans le temps de manière ordonnée.



- ✓ **L'expansion** : phase du cycle caractérisée par une accélération du rythme de la croissance ou une hausse du taux de croissance. La production augmente de plus en plus vite (exemple : + 2,1% en 1997, + 3,7% en 1998, + 4% en 2001 en France) et dépasse le sentier de croissance (trend).
- ✓ **La crise** (au sens strict) est le point de retournement de la conjoncture. La croissance commence à ralentir.
- ✓ **Le ralentissement** : La production continue d'augmenter mais de moins en moins vite (exemple : + 2% en 2001, + 1,2% en 2002, + 1% en 2003 en France). Il y a une baisse de la croissance mais pas de la production.
- ✓ **La récession** se définit par une contraction de la production d'un pays pendant au moins 2 trimestres consécutifs (exemple : en 1974, en 1993 et en 2009 en France).
- ✓ **La dépression** suppose une chute de la production forte et durable (la crise de 1929 par exemple).
- ✓ **La reprise** correspond à une nouvelle phase d'expansion.

## B – Une croissance inégale dans le temps et dans l'espace

1. Pour analyser la croissance du PIB à long terme, il faut calculer le **taux de croissance annuel moyen** (cf. TD n° 1) à partir de la formule suivante :

$$A = (1 + g)^n D \text{ soit } g = \left(\frac{A}{D}\right)^{\frac{1}{n}} - 1 \times 100 = \sqrt[n]{A/D} - 1 \times 100$$

- A = Valeur d'arrivée
- D = Valeur de départ
- n = Nombre d'années
- g = taux de croissance annuel moyen

Ainsi, le PIB mondial, selon les calculs d'Angus Maddison, est passé de 247 milliards de dollars PPA 1990 à 694 milliards entre 1500 et 1820. Il a donc été multiplié par 2,81 (A/D) en 320 ans (n), ce qui se traduit par une augmentation moyenne du PIB mondial de 0,32% par an. On remarque que des taux de croissance annuels moyens présentant de faibles différences aboutissent à des écarts très importants de PIB au bout de deux siècles (près du double sur 100 ans pour 0,5 pt de croissance d'écart !).

2. Lorsque l'on observe les taux de croissance annuel moyen depuis le XIXe siècle, on s'aperçoit que la croissance est :

**Taux de croissance annuel moyen du PIB en volume par grande zone (en %)**

	1500-1820	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-2010
<b>Pays avancés</b>	0,43	1,8	2,7	1,9	4,8	2,4
<b>Pays en développement</b>	0,28	0,4	1,5	1,7	5,0	4,1
- Afrique	0,16	0,5	1,4	2,7	4,4	3,4
- Amérique latine	0,21	1,4	3,5	3,4	5,3	3,6
- Asie (hors Japon)	0,29	0,4	0,9	0,9	5,2	5,4
<b>Total Monde</b>	0,3	0,9	2,1	1,8	5,0	3,2

- ✓ **Un phénomène récent** : Avant le XVIIIe siècle, la production mondiale augmentait très faiblement (moins de 0,5% par an) et de façon très irrégulière, l'expansion étant suivie de profondes crises liées aux mauvaises récoltes. Au début du XIXe siècle la production réelle n'augmentait que de 1,8% par an en moyenne dans les pays de la Première révolution industrielle. Ce taux a presque atteint les 5% par an en moyenne pendant les Trente glorieuses (1945-1975) dans les pays industrialisés et, de nos jours, des pays émergents, comme la Chine, peuvent dépasser les 10% l'an.
- ✓ **Un phénomène irrégulier** : On peut établir plusieurs périodes. La Deuxième Révolution industrielle (1870-1913) a connu une croissance mondiale supérieure au double de celle de la Première (1820-1870). Cette accélération a été interrompue par les deux guerres mondiales et la crise de 1929 pour les pays occidentaux. La production mondiale n'augmente plus en moyenne que de 1,8% par an. De même, les 30 glorieuses ont pris fin avec la « crise » des « 20 piteuses » (1975-1995) qui s'est traduite par un fort ralentissement de la croissance. Entre 1973 et 2010, on observe une perte de 1,8 point de croissance par rapport à la période précédente. De nos jours, la croissance mondiale est tirée par le dynamisme des pays émergents (Chine, Inde, Brésil...).

✓ **Un phénomène inégalement réparti :**

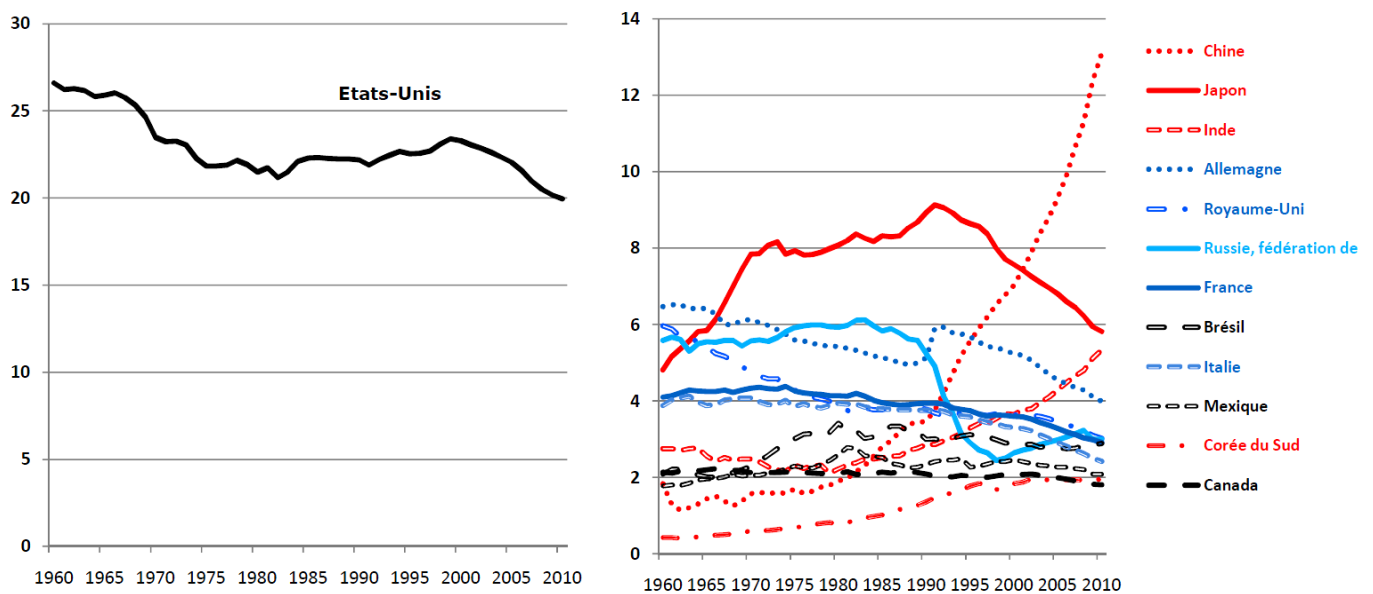
- La GB (vers 1780) et la France (vers 1840) démarrent les premières dans le cadre de la Première Révolution industrielle (Charbon, Acier, Textile). Ces deux pays représentent 11% de la production mondiale en 1820 et près de la moitié de la production industrielle mondiale. Les pays non occidentaux, qui représentaient plus de 70% de la production mondiale ne suivent pas à cette époque le train de la croissance. Entre 1820 et 1870, leur croissance est 4,5 fois moins forte que celle des pays avancés.
- Les USA, l'Allemagne et le Japon démarrent au moment de la deuxième Révolution industrielle (Electricité, Pétrole, Chimie), dans les années 1870, et rattrapent assez vite la GB et la France. Entre 1870 et 1913, la part de la GB dans la production industrielle mondiale passe de 1/3 à 1/6ème et celle des USA du quart au tiers. Au sortir de la Seconde guerre mondiale, les USA réalisent plus du quart de la production mondiale contre 15,6% pour l'Allemagne, la France et la GB réunies et 3% pour le Japon.
- Pendant les Trente glorieuses, les pays Européens et le Japon rattrapent progressivement le niveau de vie américain au moment où triomphent les industries liées au Fordisme (Automobile, équipement ménager...). La croissance du Japon dépasse les 9% par an en moyenne durant cette période et celle de l'Europe occidentale approche les 5% par an. Dans le sillage des pays « développés », les « nouveaux pays industrialisés » (NPI : Corée du sud, Taïwan...) accentuent leur démarrage à un rythme élevé (plus de 6% l'an en moyenne).

**Répartition du PIB mondial par grande zone (en %)**

	1500	1820	1913	1973	2010
<b>Pays avancés</b>	21,5	30,0	57,8	58,7	44,0
<b>Pays en développement</b>	78,5	70,0	42,2	41,3	56,0
<b>PIB Mondial</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

- Le ralentissement qui affecte l'économie mondiale depuis le milieu des années 1970 affecte davantage les pays d'Europe et le Japon que les Etats-Unis. Le rattrapage européen et japonais est interrompu. Les « pays émergents » profitent de la crise pour rattraper leur retard. Mais, ce sont les NPI d'Asie, la Chine et l'Inde qui tirent cette croissance. Pour les pays d'Amérique Latine et pour l'Afrique, il s'agit de décennies perdues qu'elles essaient de rattraper depuis les années 2000. La récession des années 2009-2010, qui touche essentiellement les pays occidentaux alors que les pays asiatiques continuent sur leur lancée, accentue le rattrapage des pays émergents et le "basculement de la richesse" vers les pays du Sud. En 1973, les pays avancés réalisaient 58,7% de la production mondiale et les pays en développement 42,2%. De nos jours, la production des premiers ne représentent plus que 44% du PIB mondial et celle des pays en développement 56%. La Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale !

**Répartition du PIB mondial par grands pays (en % du PIB PPA mondial)**



(Source : CEPII - 2011)

- Si ces tendances se poursuivent, la Chine et l'Inde seront les premières puissances économiques du monde à l'horizon des années 2030.

## C – Les limites des indicateurs de croissance

1. Élaboré aux États-Unis pendant la « Grande Dépression », le Produit intérieur brut (PIB) est devenu un indicateur de référence pour évaluer et comparer les performances économiques des différents pays du monde, voire le bien-être de leurs citoyens. Pourtant, en 2008, le Président Nicolas Sarkozy a mis en place une commission présidée par le prix Nobel d'économie américain Joseph Stiglitz pour réfléchir sur la pertinence de cet indicateur et sur la nécessité d'en développer d'autres qui prennent mieux en compte les conditions réelles et la qualité de la vie des citoyens. **Le PIB mesure-t-il parfaitement la richesse créée dans un pays ? L'augmentation de la quantité de biens et de services correspond-t-elle à une amélioration du bien-être ?** L'utilisation du PIB pose, en effet, une série de problèmes :
2. **1<sup>er</sup> problème** : le calcul du volume de la production prend mal en compte l'amélioration de la qualité des produits.
- ✓ La comparaison dans le temps des PIB suppose un système de prix commun, **les prix constants**. En effet, on ne peut pas additionner des quantités de voitures avec des heures d'enseignement ou avec services de télécommunications. On ne peut additionner que des **valeurs** c'est à dire des quantités multipliées par leur prix unitaire du moment, le **prix courant**.

**Valeur de la production = Quantités produites x Prix courant unitaire**

Cependant, d'une année sur l'autre, le prix courant d'un bien évolue. Il devient donc impossible de comparer des productions d'années différentes car les quantités n'ont pas été évaluées avec les mêmes prix. On est donc obligé de « déflater » la production en multipliant les quantités de chaque année par un **système de prix commun**, celui d'une année de référence. On obtient ainsi le **PIB réel** ou **en volume** ou **à prix constant** qui sert pour les calculs de la croissance.

**Volume de la production =  $\frac{\text{Valeur de la production} \times \text{Indice des prix de référence}}{\text{Indice des prix courants}}$**

- ✓ Cependant, le calcul du volume de la production repose sur un **indice des prix** qui a du mal à évaluer l'amélioration de la qualité des produits. En effet, les statisticiens enlèvent une partie de la hausse des prix qu'ils constatent parce que cette hausse reflète une amélioration de la qualité du produit. Ils veulent raisonner à qualité constante. Ce faisant, ils peuvent **sous-évaluer la hausse des prix** et gonfler le PIB constant **ou l'inverse** ce qui va fausser les calculs de la croissance. Aux États-Unis, la Commission Boskin a ainsi conclu, en 1996, que l'inflation avait été surévaluée de 1,1 point de pourcentage, la croissance réelle étant, par conséquent, sous-évaluée dans la même proportion.
- ✓ Enfin, le calcul se complique avec les services commerciaux car le prix ne rend aucunement compte de la qualité du service rendu comme l'accessibilité du magasin ou le niveau des prestations fournies par le personnel, qui peut évoluer dans le temps ou différer d'un magasin à un autre
- 3. **2<sup>ème</sup> problème** : la comparaison internationale des PIB suppose que les consommateurs ont le même **type de consommation**. Lorsque l'on veut comparer les niveaux de production de pays différents, on se heurte à une série d'obstacles :
- ✓ **Le prix courant d'un produit n'est pas le même d'un pays à l'autre**, ce qui augmente artificiellement la production du pays qui a le niveau des prix le plus élevé.
- ✓ **La structure des prix, c'est-à-dire les prix relatifs d'un produit par rapport aux autres est également différente d'un pays à l'autre** (« effet de structure »). Ainsi, si en GB un produit C permet d'acheter 2 produits A alors qu'aux États-Unis, un produit C équivaut à un produit A. La GB, qui produit beaucoup de A et peu de C est donc défavorisée par rapport aux États-Unis.
- ✓ **Les taux de change courants sont soumis à de fortes variations** depuis la fin du régime de fixité des changes (1973). Toute variation de change modifie artificiellement les écarts entre PIB.

**La méthode du calcul des PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA)** élimine le problème de la variation des taux de change courant et des différences de prix entre pays en calculant un taux de change réel exprimant le même pouvoir d'achat d'un pays à l'autre. Pour cela, on calcule la valeur, en monnaie locale, d'un **panier du consommateur identique** dans chaque pays. On fait ensuite le rapport entre les différentes valeurs de ces paniers pour avoir les taux de change réels. On calcule ensuite **les prix moyens internationaux** à partir du taux de change en parité de pouvoir d'achat et on multiplie les quantités produites dans chaque pays. Cette méthode modifie sensiblement les écarts entre les pays du Nord et les pays du Sud comme le montre ce tableau suivant :

### Montant des PIB par pays en valeur et en parité de pouvoir d'achat

PIB 2010	en milliards de \$ courants	rang	en milliards de \$ PPA	rang
Etats-Unis	14 624	1	14 624	1
Chine	5 745	2	10 084	2
Japon	5 390	3	4 309	3
Allemagne	3 306	4	2 932	5
France	2 555	5	2 146	9
Royaume-Uni	2 258	6	2 181	8
Italie	2 037	7	1 771	10
Brésil	2 023	8	2 182	7
Russie	1 477	10	2 919	6
Inde	1 205	11	4 001	4

(Source : FMI 2011)

Cette méthode est cependant critiquable car elle suppose que le panier du consommateur soit identique d'un pays à l'autre ce qui est loin d'être le cas. **Les biens composant le panier sont essentiellement des produits américains** que l'on peut retrouver dans tous les pays de la planète.

4. **3<sup>ème</sup> limite** : Le PIB prend mal en compte les activités de l'économie souterraine : l'économie souterraine ou économie informelle, regroupe toutes les activités productrices qui échappent aux regards de l'Etat et à la comptabilité nationale. Cette économie comprend :
  - ✓ **Les activités productrices licites mais non déclarées** : fraude ou évasion fiscale d'entreprises déclarées, travail au noir...
  - ✓ **Les activités illicites** telles que le trafic de drogue, la prostitution...

Les comptables nationaux essaient d'évaluer ces activités à partir d'enquêtes. Ainsi, la production de l'Italie fait l'objet d'un redressement égal à 17% de son PIB déclaré. Celle de la France de 4%. Mais, il restera toujours une partie de la production qui échappera aux statistiques particulièrement dans les pays en développement.

5. **4<sup>ème</sup> limite** : le PIB sous-évalue les activités non marchandes : le PIB privilégie les activités marchandes même s'il prend en compte la production des services collectifs non marchands des administrations publiques et privées évalués à leurs coûts de production. En conséquence :
  - ✓ **Il sous-évalue l'autoconsommation des ménages** (production des jardins, construction du logement, élaboration des vêtements...) qui représente souvent une grosse partie de la production dans les pays les moins avancés.
  - ✓ **Il ne prend pas en compte la production non marchande**, réalisée par la femme au foyer (travail domestique), le mari bricoleur, le bénévole ou l'entraide de voisinage, qui représente pourtant une fraction importante non négligeable de l'activité hors-marché. Or, ces activités sont génératrices de bien-être, soit à travers les biens et services qui sont ainsi autoconsommés, soit directement dans le cas du loisir. La commission estime la production domestique à 35 % du PIB dans le cas de la France, mais les comptables nationaux ne disposent pas toujours de données suffisamment précises pour tenir compte de cette production dans leurs agrégats. Des études plus précises sur le temps de travail domestique sont donc indispensables pour affiner l'évaluation de cette production.
  - ✓ **Il sous-évalue les services non marchands produit par les administrations**. En effet, ces derniers sont évalués à leurs coûts de production puisqu'il n'ont pas de prix. Or, un certain nombre de ces services (santé, éducation...) peuvent être offerts par le marché. Un pays, qui privilégie les services publics, voit donc sa production être sous-évaluée (le prix du marché est toujours supérieur au coût) par rapport au pays qui privilégie les services du marché pour une même production.

**La monétarisation de ces activités fait augmenter le PIB sans croissance véritable de la richesse produite**. Ainsi, le fait de faire laver son linge dans un pressing au lieu de le laver soi-même augmente le PIB sans que la richesse créée ait véritablement augmenté. Inversement, comme le soulignait Alfred Sauvy, « épousez votre femme de ménage et vous ferez baisser le PIB » ; de même, alors que le temps consacré aux déplacements, notamment domicile-travail, est implicitement traité comme du loisir, les dépenses qu'ils engendrent augmentent le PIB : plus on consomme de carburants, plus il y a d'embouteillages, plus il y a aussi d'accidents automobiles et plus la croissance est forte.

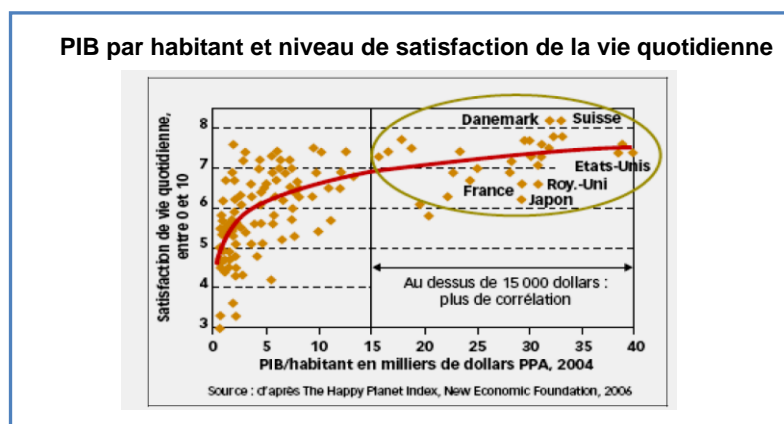
6. **5<sup>ème</sup> limite** : le PIB ne nous dit rien sur sa répartition. Bien que la plupart des commentateurs se concentrent sur l'évolution du PIB, c'est celle du **PIB par tête** qui importe pour comparer les niveaux de vie : cela permet de tenir compte des facteurs démographiques.
- ✓ Ainsi, si la croissance de la population est supérieure à la croissance de la production, la croissance ne se traduira pas par une amélioration du niveau de vie des populations. Le PIB par tête diminuera en effet dans ce cas.
  - ✓ De plus, cette moyenne est toujours susceptible de masquer de grandes disparités dans sa répartition : son augmentation peut ainsi aller de pair avec une amplification des inégalités mettant en cause la cohésion sociale et génératrice de coûts sociaux liés à l'insécurité ou au stress. Si les richesses créées sont accaparées par une toute petite minorité de la population, on peut s'interroger sur l'utilité de la croissance. Ainsi, le **coefficient de Gini** est un des indices couramment utilisés pour mesurer l'inégalité des revenus dans un pays. Il varie de 0 (égalité parfaite des revenus) à 1 (inégalité maximale). Du milieu des années 1980 au milieu des années 2000, les inégalités ressortent alors comme les plus élevées aux États-Unis et les plus faibles en France et en Allemagne. En évolution, les inégalités n'ont diminué qu'en France et à l'inverse elles se sont accentuées au Royaume-Uni et aux États-Unis. La commission Stiglitz propose d'utiliser le **revenu disponible médian**, qui sépare la population en deux groupes égaux, 50% au dessus et 50% au dessous plutôt que le revenu moyen.

**Coefficient de Gini (après impôts et transferts)**

	Milieu des années 1970	Milieu des années 1980	Aux alentours de 1990	Milieu des années 1990	Aux alentours de 2000	Milieu des années 2000
France	n.d.	0,31	0,30	0,28	0,28	0,28
Allemagne	n.d.	0,26	0,26	0,27	0,27	0,30
Irlande	n.d.	0,33	n.d.	0,32	0,30	0,33
Italie	n.d.	0,31	0,30	0,35	0,34	0,35
Japon	n.d.	0,30	n.d.	0,32	0,34	0,32
Royaume-Uni	0,28	0,33	0,37	0,35	0,37	0,34
États-Unis	0,32	0,34	0,35	0,36	0,36	0,38

Source : OCDE 2008, « Croissance et inégalités. Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE ».

- ✓ Au-delà même de la distribution des revenus et des patrimoines, le PIB ne tient pas compte des inégalités dans l'accès aux services publics, à l'éducation, à la culture, à la santé, qui peuvent entraver l'obtention d'une croissance forte et régulière sur le long terme, précisément parce que ses concepteurs étaient convaincus qu'elles régresseraient spontanément avec au fur et à mesure du développement. Il n'est affecté par ces disparités que lorsqu'elles se traduisent par des réductions de la consommation globale.
2. **6<sup>ème</sup> limite** : la non-prise en compte des dégâts de la croissance : le PIB ne permet pas de mesurer l'amélioration du **bien-être** de la population et les atteintes à l'environnement. On constate qu'à partir du seuil de 15 000 dollars par habitant, il n'y a plus de corrélation positive entre l'accroissement de la richesse distribuée et le degré de satisfaction des populations. Le bien-être ne peut se confondre avec la richesse matérielle.



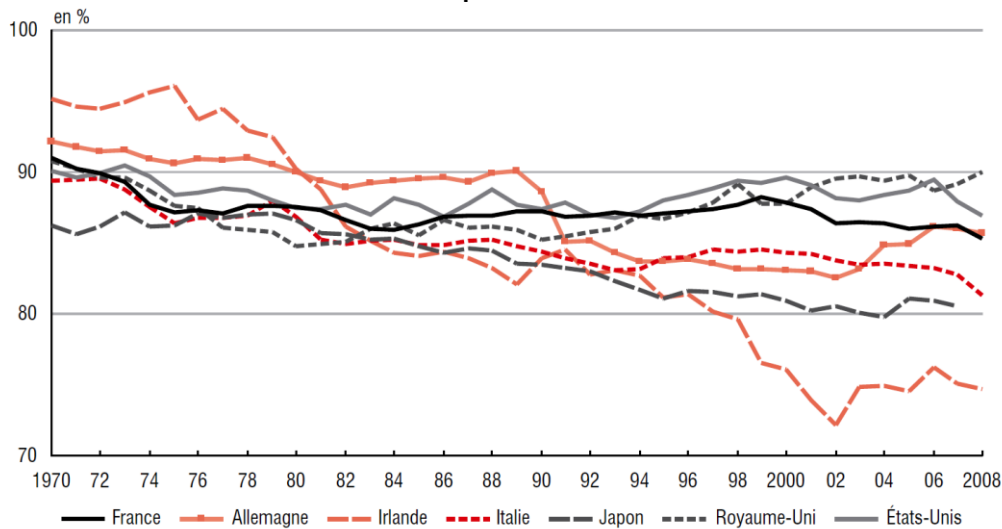
- ✓ D'une part, parce qu'il additionne des productions qui ont une faible utilité sociale (l'armement, les cigarettes, ...) avec des productions à forte utilité sociale (l'électricité, les médicaments...). Ces dépenses ne devraient pas être comptées comme dépenses de consommation génératrices de bien-être : il est plus légitime de les traiter comme investissements ou produits intermédiaires. Une des solutions proposées par le rapport Stiglitz pour gérer ce problème est de soustraire au moins les dépenses défensives incombant à l'État, telles que les dépenses consacrées aux prisons. Néanmoins, ceci ne résout pas le problème des dépenses défensives à la charge des ménages, telles que les frais de déplacement domicile-travail.

- ✓ **D'autre part, le PIB prend très mal en compte les services fournis par la nature.** Il comptabilise comme une production courante la valeur des ressources naturelles mises sur le marché mais oublie de mesurer les services gratuits offerts par la nature. Ainsi, les abeilles rendent un service gratuit en contribuant à la reproduction sexuée des plantes à fleurs. Cet apport aux principales cultures mondiales en 2005 peut être évalué à 153 milliards d'euros. Ce qui représente 9,5 % de la valeur de la production alimentaire mondiale. La disparition des abeilles pourraient avoir un effet dévastateur sur les cultures. Or, le PIB **néglige ces atteintes à l'environnement** parce qu'aucun agent n'en supporte les coûts (externalités négatives). Il faudrait donc enlever au PIB les dépréciations du capital économique.

$$\text{PIN} = \text{PIB} - \text{Dépréciation du capital fixe}$$

Il est même plus juste de raisonner en terme de Revenu disponible national net (RDNN) qui prend en compte les revenus versés à l'étranger et ceux versés par les non résidents. On s'aperçoit alors que le volume de la richesse disponible est de plus de 10 points inférieur au PIB.

Revenu disponible national net en % du PIB



Source : OCDE, comptes nationaux annuels

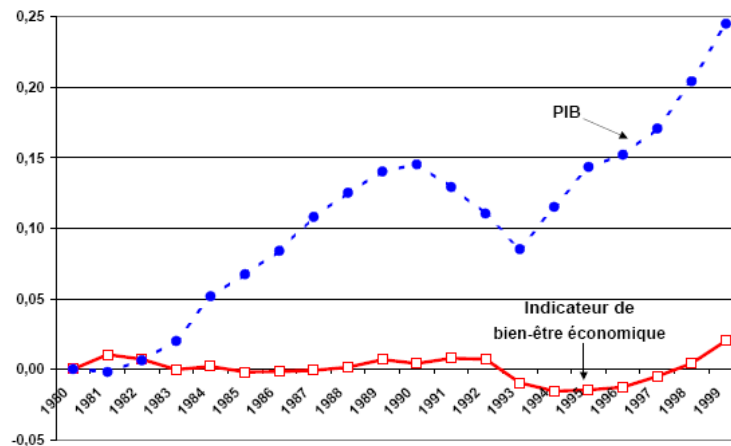
Mais, pour l'instant, les mesures classiques du Produit intérieur net (PIN) ou du Revenu disponible national net (RDNN) **ne tiennent aucunement compte ni de l'épuisement des ressources naturelles ni de la dégradation des actifs naturels ni de l'usure du capital humain.**

- ✓ **En revanche, il comptabilise des productions qui sont destinées à combattre les dégâts,** les nuisances, les externalités négatives, provoqués par la croissance de la production (équipements antibruit, antipollution...). Ainsi, la pollution d'une rivière va nécessiter sa dépollution qui sera considérée comme une augmentation de richesse alors qu'elle ne fait que remettre en état ce qui a été détruit par la production. Certains économistes proposent de les soustraire du PIB pour mesurer la croissance du "Bien être national".
- 7. **Il y a deux façons de mesurer les aspects qualitatifs des conditions de vie.** L'une consiste à rassembler divers indicateurs objectifs essayant d'en capter les différentes dimensions. L'autre consiste à mesurer directement la qualité de vie ressentie par les agents : c'est l'approche par les indicateurs subjectifs.

**L'approche objective** : Les économistes canadiens Osberg et Sharpe ont essayé de **construire un Indicateur du bien-être économique (IBEE)** à partir de 4 composantes :

- ✓ les flux effectifs de consommation par habitant ;
- ✓ l'accumulation nette dans la société des stocks de ressources productives (capital fixe productif, logement, capital humain, ressources naturelles) ;
- ✓ l'inégalité des revenus ainsi que l'ampleur et l'impact de la pauvreté ;
- ✓ la protection sociale offerte aux populations contre le chômage, la maladie, la précarité.

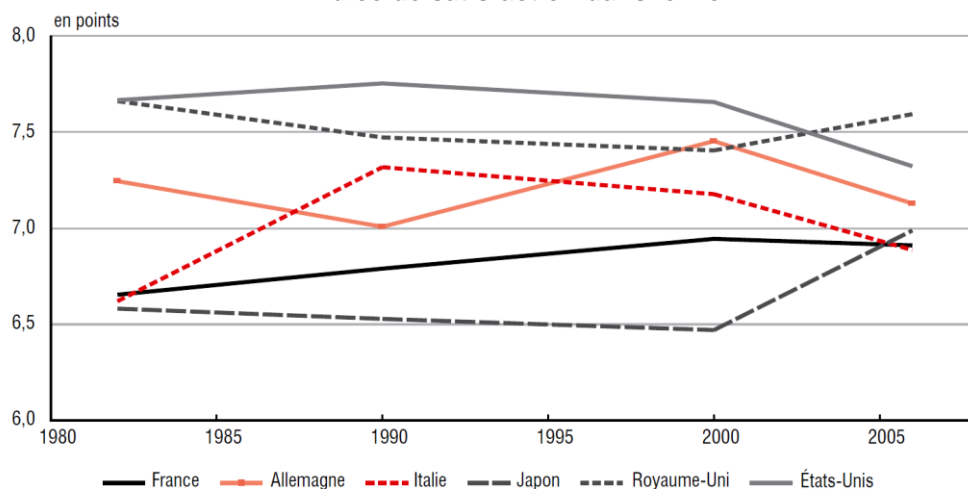
**Indicateur de bien-être économique et PIB - Le cas du Royaume-Uni**  
**Variations cumulées par rapport au niveau de 1980**



Grâce à leur indicateur, on peut s'apercevoir que l'Etats-Unis ou la GB, qui ont connu une assez forte croissance dans les années 90, ont un recul de l'indicateur de bien-être (baisse de la protection sociale, augmentation des inégalités...) alors que la Norvège voit son IBEE croître au même rythme que son PIB. Le rapport Stiglitz de 2009 propose également de mettre en place des indicateurs de qualité de vie et environnementaux qui prendraient mieux en compte le bien-être des populations.

**L'approche subjective** : Cette approche est fondée sur les réponses que fournissent les individus lorsqu'on leur demande par exemple s'ils sont heureux ou satisfaits de la vie qu'ils mènent. Elle a l'avantage de fournir des statistiques simples : proportion d'individus se déclarant très heureux ou très satisfaits. L'indice correspond à la moyenne des niveaux de satisfaction déclarés sur une échelle de 1 à 10. Or, dans les pays riches, l'augmentation du PIB ne se traduit pas par une amélioration du degré de satisfaction des populations et, même, dans certains cas, par une baisse. Passé un certain seuil de développement, les aspects monétaires du niveau de vie perdent donc de l'importance par rapport aux autres dimensions.

**Indice de satisfaction dans la vie**



Notes : l'indice est la moyenne des niveaux de satisfaction déclarés par les individus (de 1 à 10).  
 Même si l'enquête est la même pour les six pays, des différences culturelles dans la compréhension de la question peuvent biaiser les comparaisons entre pays.  
 Elles seraient cependant moins marquées pour les questions portant sur la satisfaction que pour les questions portant sur le bonheur.  
 Source : Values Surveys Databank, World Values Surveys vagues 1,2,4 et 5 - <http://www.worldvaluessurvey.org/>, calcul de l'auteur.

8. **Cependant, malgré toutes ces imperfections, le PIB ou le PNB demeurent le moyen le plus simple pour connaître la croissance économique d'un pays.** Il ne faut pas, en effet, confondre croissance et progrès économique. La première porte sur l'augmentation des richesses quel qu'en soit les usages, la répartition ou les dommages causés à l'environnement alors que le **progrès économique suppose une amélioration du bien-être des populations.** Pour mesurer cette amélioration, de nombreux rapports ont proposé de prendre en compte le degré de satisfaction de la population soit par des enquêtes subjectives soit en retenant une panoplie d'indicateurs économiques, sociaux et environnementaux. En 2011, l'Ocde a mis au point l'indice " mieux vivre " comme alternative au PIB (<http://www.oecdbetterlifeindex.org/>). Cet indicateur, qui regroupe 19 variables, est destiné à mesurer le bien-être des habitants des 34 pays développés membres de l'OCDE (le niveau d'éducation, le niveau de sureté, le niveau de vie, la qualité de l'emploi, l'espérance de vie...). Or, on constate que le classement obtenu des pays reste assez fortement corrélé au PIB par habitant. Cependant ces types d'indicateurs sont plus adaptés à la notion de développement qu'à celle de croissance.

## 1.2 – LA CROISSANCE ENTRAÎNE-T-ELLE TOUJOURS LE DEVELOPPEMENT ?

### A – Les notions de développement économique et de développement humain

#### a) – La définition du développement

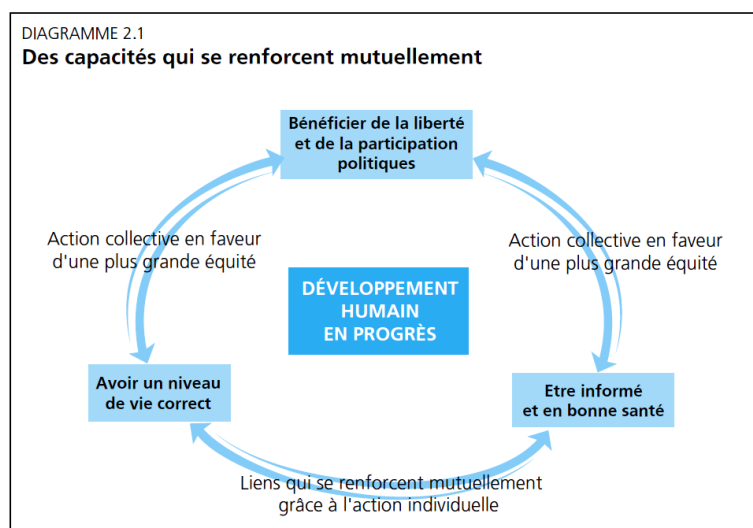
1. **Le développement économique** correspond à l'ensemble des transformations structurelles (économiques, sociales, politiques) qui accompagnent et entretiennent la croissance économique. Ces mutations sont structurelles (industrialisation, urbanisation, salarisation, tertiarisation...) et qualitatives (transformations des comportements, amélioration de la santé, allongement de l'espérance de vie, progrès des connaissances...). Elles rendent la croissance irréversible. Le concept de développement intègre l'idée de **progrès social** (amélioration des conditions de vie de la population, réduction des inégalités et de la pauvreté...). Le développement est donc un phénomène **qualitatif** alors que la croissance économique est un phénomène quantitatif. De ce point de vue, on peut observer :
  - ✓ **Un inégal niveau de développement entre les pays** : le PIB par habitant des Etats-Unis est, en 2010, 176 fois supérieur à celui d'un Ethiopien. Un nord-américain a, à la naissance, 23 ans de plus à vivre qu'un éthiopien. Le taux d'accès au téléphone portable est 19,4 fois supérieur aux Etats-Unis qu'en Ethiopie. Ce dernier pays reste principalement agricole alors qu'aux Etats-Unis, c'est le Tertiaire qui représente l'essentiel de la production.
  - ✓ **Une progression plus ou moins rapide du développement selon les pays** : le niveau de vie des coréens du sud a été multiplié par 11 entre 1970 et 2010. La Corée du sud a dépassé les Etats-Unis en matière de possession de téléphones portables et d'espérance de vie. Les progrès sont plus lents mais réels pour l'Ethiopie. Un éthiopien a ainsi gagné 12 ans d'espérance de vie en quarante ans.

#### Quelques indicateurs de développement

Pays	PIB par habitant (en dollars constants PPA 2005)		Part de l'agriculture dans la valeur ajoutée (% du PIB)		Téléphones mobiles (nombre d'abonnés pour 100 habitants)		Espérance de vie à la naissance <sup>1</sup> (en années)	
	1970	2010	1980	2010	1990	2010	1980	2010
Etats-Unis	19 928	42 478	3,0	1,0	3	97	74	79
Corée du sud	1 921	21 100	17,0	3,0	1	98	66	80
Chine	151	2 965	33,0	10,0	0	56	66	73
Inde	268	1 011	34,0	18,0	0	45	56	64
Ethiopie	156	241	61,0	51,0	0	5	44	56

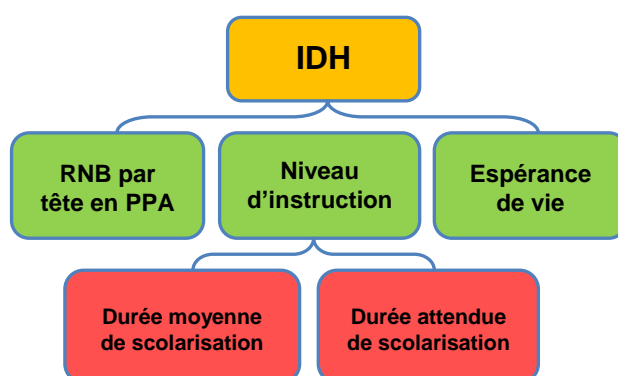
(Source : PNUD, *Rapport sur le développement humain*, www.unpd.org et Banque mondiale, WDI 2011)

2. **Le développement humain** est une notion apparue en 1990 sous l'impulsion des économistes Mahbub ul Haq et Amartya Sen. Le développement humain est défini comme un *processus* « d'élargissement du choix des gens », *mettant en avant la liberté de jouir d'une bonne santé, d'être éduqué et de profiter d'un niveau de vie décent*. Mais cette notion souligne également que le développement humain et le bien-être vont bien au-delà de ces trois dimensions pour englober une gamme plus large de **capacités** incluant les libertés politiques, les droits de l'Homme et, reprenant Adam Smith, « la capacité d'apparaître en public sans avoir honte ».



## b) – La mesure du développement humain

1. Jusqu'en 1990, on utilisait le **PIB par tête**, qui était censé exprimer le **niveau de vie** des habitants d'un pays, pour **mesurer le développement économique**. Une hausse du PIB par tête indiquait une croissance des richesses produites supérieure à celle de la population et, par conséquent, une augmentation du niveau de vie. De même, le PIB par tête nous renseignait sur les écarts de richesse entre habitants des pays « riches » ou « développés » et habitants du Tiers-Monde « pauvres » et « sous-développés ».
2. Cependant, on s'est aperçu qu'il fallait manipuler avec prudence cet indicateur :
  - ✓ **Les moyennes peuvent cacher de profondes inégalités** au sein de la population (au Brésil, 5% de la population accapare 60% du revenu total).
  - ✓ **De même, le niveau de vie ne nous dit rien sur le genre de vie** : la façon dont les individus utilisent leurs revenus.
3. Le PIB par tête étant trop réducteur pour mesurer le développement, les économistes du PNUD (organisme de l'ONU pour le développement) ont élaboré en 1990 l'**indicateur de développement humain** (IDH) dont le calcul a été modifié en 2010 pour tenir compte d'un certain nombre de critiques. Il s'agit d'un indicateur composite qui cherche à mesurer le **développement humain**, *situation dans laquelle une population aurait couvert la totalité de ses besoins fondamentaux*.



4. **L'IDH est un indice composite**, sans unité, compris entre 0 (absence de développement humain) et 1 (Développement humain réalisé), calculé par la moyenne de trois indices quantifiant respectivement :
  - **La santé/longévité** (mesurées par l'espérance de vie à la naissance, c'est à dire le *nombre d'années qu'un nouveau-né devrait vivre si les règles générales de mortalité au moment de sa naissance devaient rester les mêmes tout au long de sa vie*), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux.
  - **Le savoir ou niveau d'éducation**. Il est mesuré par la **durée moyenne de scolarisation** (*Moyenne du nombre d'années d'éducation dispensées à des adultes de 25 ans ou plus au cours de leur vie*) et la **durée attendue de scolarisation** (*Nombre d'années de scolarisation dont un enfant d'âge d'entrée à l'école peut espérer bénéficier si les taux de scolarisation par âge devaient demeurer inchangés tout au long de la vie de l'enfant*). Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société.
  - **Le niveau de vie** est donné par le **revenu national brut par habitant** en parité de pouvoir d'achat (*PIB par tête moins les revenus primaires à payer à des unités non-résidentes, plus les revenus primaires à recevoir des unités non-résidentes*), afin d'englober les éléments de la quantité de biens et services disponible par habitant pour leur consommation. Autrement dit, la hausse du niveau de vie se traduit par une élévation de plus en plus faible de l'IDH.
5. **L'IDH est donc une moyenne géométrique des trois indicateurs** :

$$\text{IDH} = \text{Indice du RNB par tête}^{1/3} + \text{Indice du niveau d'éducation}^{1/3} + \text{Indice de l'espérance de vie}^{1/3}$$

6. **Le calcul des indicateurs se fait de la façon suivante** :
  - On prend la situation la moins favorable et la situation la plus favorable. Pour l'espérance de vie, cela donne de 20 ans à 83,2 ans (Japon 2010).
  - On prend la situation d'un pays et on mesure l'écart par rapport à la situation la moins favorable. Ainsi, la France a une espérance de vie de 81,6 ans en moyenne. L'écart est donc de 61,6 ans (81,6 – 20).

- On calcule l'indicateur en faisant le rapport entre l'écart pour un pays et l'écart général (ici 63,2 ans). Ceci donne  $61,6/63,2 \text{ ans} = 0,974$ . Ce 0,974 signifie que la France a un écart de 2,6% par rapport à la situation idéale pour la durée de vie.

Calcul des indices composant l'indice de développement humain.				
Indice	Mesure	Valeur minimale	Valeur maximale	Formule
Longévité	Espérance de vie à la naissance (EV)	20 ans	85 ans	$IEV = \frac{EV - 20}{83,2 - 20}$
Education	Durée moyenne de scolarisation (DMS)	0 année	13,2 années	$IDMS = \frac{DMS - 0}{13,2 - 0}$
	Durée attendue de scolarisation (DAS)	0 année	20,6 années	$IDAS = \frac{DAS - 0}{20,6 - 0}$
	Indice de scolarisation combiné	0	0,951	$IS = \frac{\sqrt{IDMS \times IDAS} - 0}{0,951 - 0}$
Niveau de vie	RNB par habitant en parité de pouvoir d'achat	163 \$	108 211 \$	$IR = \frac{RNB - 163}{108\,211 - 163}$

### Exemple : la Chine

Indicateur	Value
Espérance de vie à la naissance (années)	73,5
Durée moyenne de scolarisation (années)	7,5
Durée attendue de scolarisation (années)	11,4
RNB par habitant (PPA en USD)	7 263

Note : les valeurs sont arrondies.

$$\text{Indice d'espérance de vie} = \frac{73,5 - 20}{83,2 - 20} = 0,847$$

$$\text{Indice de la durée moyenne de scolarisation} = \frac{7,5 - 0}{13,2 - 0} = 0,568$$

$$\text{Indice de la durée attendue de scolarisation} = \frac{11,4 - 0}{20,6 - 0} = 0,553$$

$$\text{Indice d'éducation} = \frac{\sqrt{0,568 \cdot 0,553} - 0}{0,951 - 0} = 0,589$$

$$\text{Indice de revenu} = \frac{\ln(7\,263) - \ln(163)}{\ln(108\,211) - \ln(163)} = 0,584$$

$$\text{Indice de développement humain} = \sqrt[3]{0,847 \cdot 0,589 \cdot 0,584} = 0,663$$

Population selon la zone en millions en 2010		En %	RNB par habitant	Espérance de vie	Niveau d'instruction		IDH
			En \$	En années	Durée moyenne Scolarisation <sup>1</sup>	Durée attendue Scolarisation <sup>2</sup>	Indice
Pays de l'OCDE	1 124	16,0	37 077	80,3	11,4	15,9	<b>0,879</b>
Amérique Latine	596	8,5	10 642	74,0	7,9	13,7	<b>0,704</b>
Asie de l'Est	2 183	31,2	6 403	72,6	7,2	11,5	<b>0,643</b>
Asie du Sud	2 033	29,1	3 417	65,1	4,6	10,0	<b>0,516</b>
Afrique	1 051	15,2	2 050	52,7	4,5	9,0	<b>0,389</b>
<b>Monde</b>	<b>6 987</b>	<b>100</b>	<b>10 631</b>	<b>69,3</b>	<b>7,4</b>	<b>12,3</b>	<b>0,624</b>

(Source : PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, <http://www.undp.org/french/> 2011)

- Dans les années 1950, Alfred Sauvy avait inventé la notion de Tiers-Monde** pour signifier qu'un certain nombre de pays ne pouvaient être classés ni dans les pays capitalistes développés (l'Ouest), ni dans les pays socialistes développés (l'Est). Globalement ces pays du Tiers-Monde se trouvaient au **Sud** par opposition aux pays développés qui se trouvaient au **Nord**.
- De nos jours, cette distinction n'a plus lieu d'être** au niveau politique (l'Est a disparu avec l'effondrement du bloc des pays socialistes en 1989) et au niveau économique car un nombre croissant de pays en développement a rejoint les pays riches (Corée du Sud, Taïwan...) et d'autres comblent l'écart très rapidement (Chine, Inde, Brésil, Mexique...). Le Tiers-Monde s'est donc scindé en plusieurs zones de développement. On peut donc distinguer trois zones de développement :
  - Les pays à développement humain très élevé (IDH > 0,77)** qui regroupent les pays de l'OCDE et une partie des nouveaux pays industrialisés (NPI) comme la Corée du Sud, Taïwan... Cette zone représente un peu plus d' 1/4 de la population de la planète en 2007.
  - Les pays à développement humain élevé (IDH compris entre 0,67 et 0,77)**. Cette zone rassemble des **pays émergents** (Brésil, Argentine, Arabie Saoudite...) soit un peu plus de la 10% de la population mondiale.
  - Les pays à développement humain moyen (IDH compris entre 0,47 et 0,67)**. Cette zone rassemble des **pays émergents** (Chine, Inde...) soit un peu plus de la 1/2 de la population mondiale.
  - Les pays à développement faible (IDH < 0,47)**. Ce sont les pays pauvres, appelés autrefois « *sous-développés* », dont font partie les **pays les moins avancés** (PMA) (Haïti, Laos et une grande partie de l'Afrique), soit le 1/5<sup>ème</sup> de la population mondiale.
- Les écarts entre les pays les plus développés et les pays les plus pauvres diminuent** (les économistes parlent de « **convergence** ») et l'IDH augmente au cours du temps ce qui signifie que la plupart des pays se développent.

## **B – Croissance et développement entretiennent des liens étroits**

### **a) – La thèse libérale : croissance et convergence des développements**

- L'économiste libéral américain W.W.Rostow** va tirer, dans les années 1950, une synthèse de l'histoire de la croissance. Tous les pays sont appelés à se développer à condition qu'ils suivent les **cinq étapes** suivantes :
  - La société traditionnelle** qui est une société agricole peu productive que tous les pays ont connu et, pour certains, connaissent encore.
  - Les conditions préalables au démarrage** impliquent que les débuts de la science moderne se diffusent, l'Etat s'édifie peu à peu, de nouveaux hommes animés de l'« esprit d'entreprise » apparaissent, le commerce intérieur et international s'élargit.
  - Le démarrage ou décollage ou « take-off »** commence lorsqu'un pays consacre 10 à 20% de ses richesses pour investir dans le progrès technique et l'industrie.
  - La marche vers la maturité** voit les pays industriels diversifier leur industrie. Les premières industries (charbonnages, sidérurgie, industries mécaniques lourdes) sont relayées par de nouveaux secteurs industriels (chimie, électricité...). Cette phase de maturité est atteinte par la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis dès la fin du XIXe siècle, soit environ une soixantaine d'années après le début du décollage.
  - L'ère de la consommation de masse** : Peu à peu, les productions de biens durables et de services deviennent les principaux secteurs de l'économie. Les Etats-Unis sont les premiers à y accéder à partir de l'entre-deux-guerres. Dès les années 40-50, une large majorité de ménages américains sont équipés en Frigorifère (69 % en 1946), en automobile (54 % en 1948), en télévision (86 % en 1956). Des taux

d'équipement que la Grande-Bretagne et les autres pays industrialisés n'atteindront que quelques décennies plus tard. L'Etat providence étend sa protection à l'ensemble de la population.

2. **En conséquence, les pays pauvres ne sont pour Rostow que des pays en retard** qui sont appelés à rattraper les pays développés (**théorie de la convergence**) à condition qu'ils appliquent leur recette. La croissance est donc une condition nécessaire et suffisante au développement. Cette théorie est largement discutée de nos jours.

**b) – La croissance s'accompagne d'une élévation du niveau de vie et d'un recul de la pauvreté**

1. **Le niveau de vie** correspond à la quantité de biens et de services dont dispose, en moyenne, un ménage. Il mesure le niveau de consommation et ne doit pas être confondu avec le pouvoir d'achat du revenu disponible qui est la quantité de biens et de services que le revenu permet potentiellement de se procurer. Ainsi, deux ménages, qui ont le même revenu disponible mais pas la même propension à consommer, n'ont pas le même niveau de vie. Le ménage qui a une propension à épargner supérieure, dispose d'un niveau de vie inférieur à celui qui a une forte propension à consommer.
2. Au niveau international, on a pris l'habitude de mesurer grossièrement le niveau de vie par le **PIB par habitant** ou PIB par tête. Il s'agit d'une moyenne qui peut cacher de profondes disparités.

$$\text{PIB par habitant} = \text{PIB} / \text{Nombre d'habitants}$$

3. **On constate une assez bonne corrélation entre la croissance du PIB et l'élévation du niveau de vie.** Ainsi, la forte croissance économique de la Chine à partir des années 1990, s'est traduite par un quadruplement du PIB par tête des chinois en vingt ans. De même, la forte croissance du Japon au cours des Trente glorieuses lui a permis de rattraper le niveau de vie des européens. En effet, l'accumulation de richesses permet, par des prélèvements obligatoires, de financer les infrastructures (école, hôpitaux, routes...) qui élèvent le niveau de productivité par tête des populations (recul de l'analphabétisme, meilleur niveau d'instruction, hausse de l'espérance de vie, désenclavement des campagnes...).

**Evolution des PIB mondial par habitant**  
(Indice 100 = moyenne mondiale et en dollars internationaux de 2005)

	1820	1913	1950	1980	2000	2010	2010
Etats-Unis	180	347	452	415	496	435	42 393
Japon	100	91	91	307	364	314	30 610
Europe de l'Ouest	186	242	237	321	361	313	30 471
GB	256	323	328	302	372	330	32 130
Allemagne	161	239	184	392	388	332	32 358
France	170	228	245	334	357	307	29 889
Amérique-Latine	95	68	83	103	92	93	9 070
Total Asie (hors Japon)	87	46	32	18	46	72	6 978
Chine	90	36	21	9	34	67	6 571
Inde	80	44	29	14	22	31	3 040
Afrique	63	42	42	29	20	20	1 979
PIB Mondial par tête	100	100	100	100	100	100	9 743

(Source : CEPIL, Panorama de l'économie mondiale, 2011)

4. **Cependant, cette corrélation n'est pas parfaite :**
  - ✓ **elle dépend de la croissance démographique.** Ainsi, en Afrique, le niveau de vie a très peu augmenté en un demi-siècle car la croissance de la population a été à peu près égale à celle du PIB.

**Croissance du PIB > Croissance de la population => Hausse du niveau de vie**  
**Croissance du PIB < Croissance de la population => Baisse du niveau de vie**

- ✓ **La convergence des nations semble infirmée sur le long terme.** En 1820, un habitant des pays riches gagnait en moyenne deux fois plus qu'un que la moyenne des peuples de la planète. De nos jours, c'est 3 à 4 fois plus ! L'écart semble s'être creusé. Cependant, depuis les années 1980, le rattrapage a bien lieu pour les pays asiatiques ce qui peut laisser espérer une convergence à long terme.
5. **On constate également une corrélation entre élévation du niveau de vie et développement humain.** Dans la plupart des pays du monde, l'IDH progresse et il a tendance à converger vers les standards les plus élevés. Le dernier *rapport sur le développement humain* de 2010 décrit cette progression du développement humain à partir d'une batterie d'indicateurs.

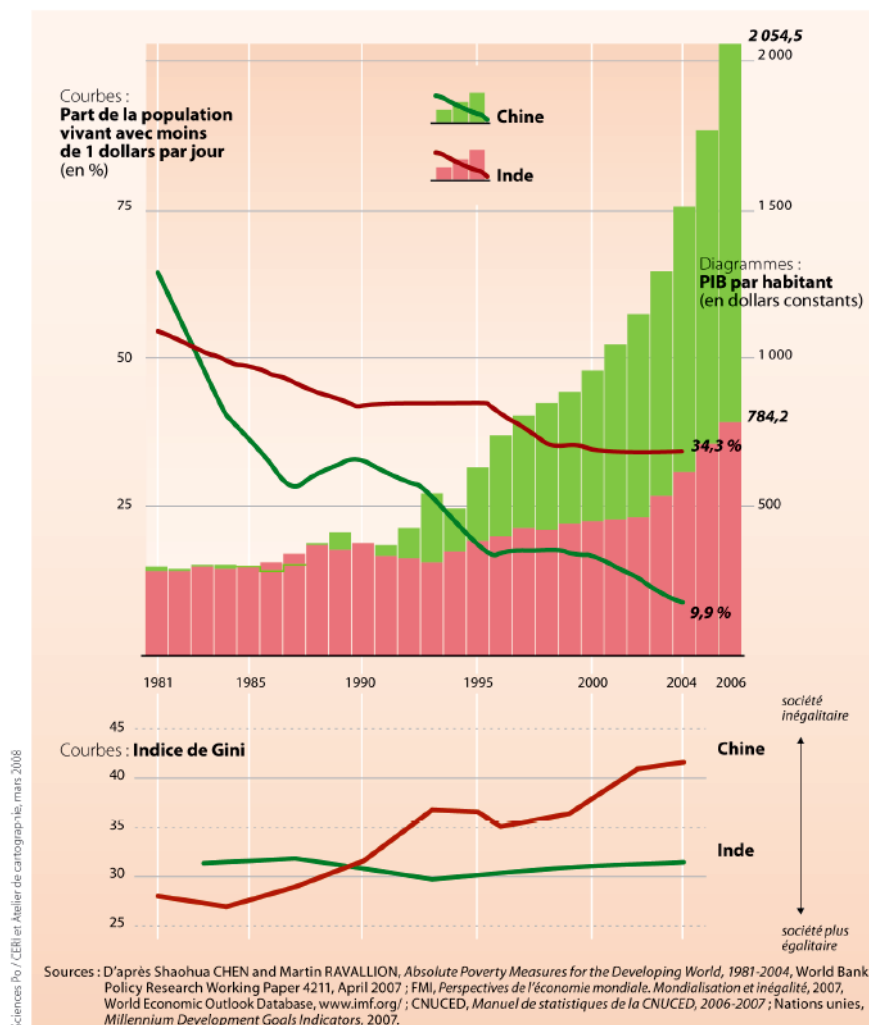
### Evolution de l'indicateur du développement humain (1980-2010)

	1980	1990	2000	2007	2010
Norvège	0.788	0.838	0.906	0.937	0.938
États-Unis	0.810	0.857	0.893	0.899	0.902
France	0.711	0.766	0.834	0.864	0.872
OCDE	0.723	0.770	0.822	0.849	0.853
Amérique latine et Caraïbes	0.578	0.618	0.662	0.695	0.706
Chine	0.368	0.460	0.567	0.639	0.663
Asie de l'Est et Pacifique	0.391	0.474	0.567	0.628	0.650
Asie du Sud	0.315	0.387	0.440	0.499	0.516
Afrique subsaharienne	0.293	0.354	0.315	0.377	0.389

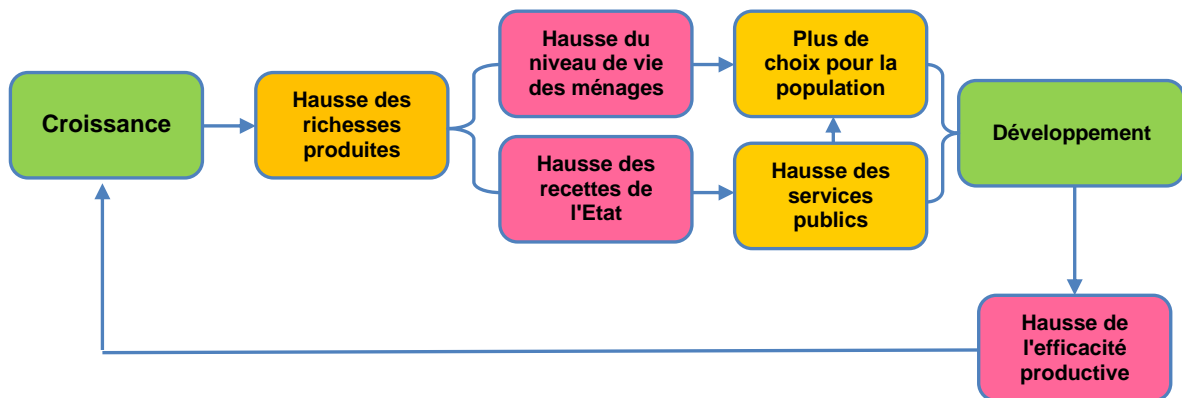
(Source : PNUD 2011)

6. Ainsi, la croissance a fait également reculer la pauvreté, situation dans laquelle un individu ou un ménage n'arrive pas à satisfaire ses besoins physiologiques (**pauvreté absolue**) ou ses besoins sociaux (**pauvreté relative**). La Banque mondiale a fixé à 1,25 \$ par jour et par personne le seuil d'extrême pauvreté (on est passé de 1,9 à 1,4 milliards de pauvres dans le monde entre 1981 et 2005) et à 2 \$ le seuil de pauvreté. Ainsi, en Chine, la part des pauvres dans la population totale est passée de 63% en 1981 à 10% en 2006. De même en Inde, elle passe de 53% à 34% dans la même période. En Europe, un pauvre est une personne qui gagne moins de 60% du revenu médian. La croissance fait reculer la pauvreté pour deux raisons :

figure 100 : PIB par habitant et pauvreté en Chine et en Inde, 1981-2006



- ✓ Elle augmente le niveau de vie des personnes pauvres ce qui leur permet de dépasser le seuil de pauvreté absolu. Si un pauvre passe de 2 \$ par jour à 2,25 \$, il ne figure plus dans les statistiques de la pauvreté.
  - ✓ Elle augmente les capacités des personnes d'agir de façon plus autonome, de dépasser le simple stade de la survie et de prendre en main leur destin.
  - ✓ Elle permet à l'Etat de prélever des ressources pour financer des prestations d'assistance aux pauvres ou pour mettre en place des infrastructures qui font reculer l'analphabétisme et l'espérance de vie.
7. **On aboutit ainsi à un cercle vertueux entre croissance et développement.** La croissance économique offre les richesses qui permettent aux populations d'accéder à un bon niveau de santé, à un meilleur niveau éducatif, à la participation politique... Une partie de ces richesses va être prélevée par les Etats qui vont investir dans les infrastructures nécessaires à la croissance (construction d'école, d'hôpitaux, de routes...). En retour, le système productifs et les populations seront plus efficaces ce qui accélérera la croissance.



### c) – La croissance s'accompagne d'une modification des modes de vie

1. **Le mode de vie** ou le **genre de vie** correspond à l'ensemble des manières de vivre d'une population. Il s'agit d'une notion qualitative alors que le niveau de vie est une notion quantitative. Deux ménages qui ont le même niveau de vie n'ont pas forcément le même genre de vie s'ils vivent à la ville ou à la campagne, s'ils partent en vacances dans un camping en France ou dans une résidence hôtelière à l'étranger, s'ils vont au cinéma ou aux rencontres sportives...
2. **Or, la croissance a transformé profondément les structures économiques et sociales des sociétés et donc les modes de vie :**
  - ✓ **On est passé d'une économie agricole à une économie « postindustrielle »** : la croissance s'est accompagnée d'une **industrialisation** puis d'une **tertiairisation** de la production et des emplois. Le secteur agricole qui représentait la moitié des emplois en 1870 en France ne totalise que 3% des emplois de nos jours. L'industrie, qui a vu sa part passer du quart des emplois aux deux cinquième dans les années 1970, perd peu à peu des emplois depuis au profit des services qui représentent plus des ¾ des emplois de nos jours.
  - ✓ **On est passé d'une consommation de survie à une consommation de masse** : la hausse de la productivité agricole a provoqué une baisse des **prix réels** (en heures de travail nécessaires pour les obtenir) des produits alimentaires, ce qui a augmenté le pouvoir d'achat des ménages. Leur demande de produits alimentaires étant saturée, ils se sont portés vers l'achat de biens de consommation durables puis vers l'achat de services immatériels (**loi d'Engel**). L'alimentation, qui représentait plus de la moitié du budget des ménages français, en 1950, n'en représente plus que moins d'1/6ème de nos jours. Ce recul relatif s'est fait en faveur des budgets de l'habitation, de l'hygiène santé et de la culture.
  - ✓ **De même, on est entré dans une civilisation du temps libéré.** En produisant plus de biens en moins de temps (augmentation de la productivité horaire), on peut réduire le temps de travail au cours de sa vie active (diminution de la durée annuelle du travail) ou au cours de sa vie tout court (augmentation des années d'études ou diminution de l'âge de la retraite). Ainsi la durée annuelle du travail est passée de 3 000 heures en 1870 à 1 520 heures en 2010 en France.
  - ✓ **On est passé d'une société rurale à une société urbaine** : de nos jours, près de 80% des français vivent en ville (définie comme une agglomération de plus de 2000 habitants). Ceci s'est traduit par une modification du type d'habitat (appartements en ville, maison individuelle dans les zones périurbaines), de la taille de la famille et par un **affaiblissement du contrôle social**. Le lien social est moins

communautaire. Il devient plus anonyme et plus fonctionnel. Les pratiques sociales se diversifient (aller au cinéma, à la bibliothèque municipale, à l'opéra...). Les comportements sont plus dictés par la raison que par la tradition.

- **On est passé d'une société de travailleurs indépendants à une société salariale** : l'organisation, plus rationnelle, de la production a exigé un personnel d'encadrement de plus en plus nombreux et de plus en plus qualifié. **La part des salariés dans la population active** a augmenté au détriment des indépendants (agriculteurs, petits patrons) jusqu'à devenir prédominante (90% des emplois). Le développement du tertiaire s'est traduit par le fait que les employés sont devenus, peu à peu, plus nombreux que les ouvriers. D'où l'émergence d'une **nouvelle classe moyenne** (cadres supérieurs, employés qualifiés, professions intermédiaires...) qui semble être devenue prédominante. Certains sociologues ont parlé d'une **moyennisation** de la société au cours des Trente glorieuses.
- **On est passé d'une société de type communautaire à une société individualiste**. Les hommes se sont peu à peu affranchis des contraintes collectives (le mariage, l'église, le service militaire...) pour construire et affirmer leur personnalité. La réalisation de soi a pris plus d'importance que la réalisation d'objectifs collectifs. En conséquence les rapports sociaux deviennent plus horizontaux. Les individus ont tendance à se regrouper par affinités dans des réseaux sociaux plus ou moins durables.
- ✓ **Dans le même temps, la société s'est démocratisée**. Les individus acceptent de moins en moins le poids des grandes institutions (famille, religion, Etat...) et réclament un droit de regard sur toutes les décisions qui les concernent. Le pouvoir ne s'impose plus, il se négocie à tous les niveaux de la société (famille, couple, entreprise, Etat). D'où le développement des associations et des instances de concertation et d'intermédiation. Les femmes ont pu ainsi accroître leur rôle dans la société, faire progresser leurs valeurs et accéder à la parité même si des inégalités persistent.
- 1. **Enfin, société s'est globalisée**. Le développement des échanges internationaux et des firmes transnationales, l'interdépendance des économies, le développement des transports, d'Internet, ont uniformisé une partie des modes de vie des populations de la planète. Désormais, tout ce qui se passe à l'autre bout du monde a des répercussions sur nos façons de penser et de vivre.
- 3. **Le changement social**, correspond donc à *toutes les transformations durables de l'organisation sociale, des structures sociales et des modèles culturels d'une société*.
- ✓ **L'organisation sociale** c'est la façon dont la société s'organise pour mettre en place des rapports sociaux (organisation de la famille, organisation de la production, organisation des rapports politiques...). Ainsi, à partir du XVIIIe siècle, le principal changement social qu'ont connu les sociétés de la planète, c'est l'émergence, le développement et le triomphe du **capitalisme** comme modèle d'organisation des sociétés. D'une part, la propriété collective des terres et des moyens de production a été remplacée par la propriété privée, ce qui a favorisé une société hiérarchisée en ordres ou en classes sociales. D'autre part, l'économie de marché s'est imposée comme le mode de fonctionnement principal des économies. Elle suppose une division du travail et une concurrence entre les individus et les entreprises. Tout devient une marchandise, y compris le travail.
- ✓ **Les structures sociales** correspondent à la façon dont est hiérarchisé le système social (structure de classes, structures familiales, rapport entre les sexes...).
- ✓ **Les modèles culturels** sont l'ensemble des normes sociales (modèles de comportement socialement acceptés) et des valeurs (modèle de comportement jugé idéal) propres à une société. Ainsi, le capitalisme introduit le **calcul rationnel** comme déterminant principal des actions humaines. Une action est décidée lorsque les avantages qu'elle procure l'emportent sur ses coûts. Pour une entreprise, il s'agit de dégager rationnellement un profit maximum en vue d'accumuler du capital.

## C – **La croissance n'induit pas toujours le développement**

### a) – **L'absence de corrélation entre croissance et développement**

1. **La corrélation entre niveau de vie et développement n'est pas parfaite**. Un pays peut avoir un niveau de vie moyen élevé mais un IDH inférieur à celui d'un pays moins riche en moyenne par habitant. C'est le cas du Koweït, dont le PIB moyen par habitant est 1,5 fois supérieur à celui de la France, qui n'occupe que la 47ème place dans le classement de l'IDH alors que la France est 14ème en 2010. Les richesses ne sont pas toujours utilisées pour améliorer le bien-être de la population.
2. **La corrélation entre le taux de croissance du PIB par tête et l'amélioration du développement humain n'est également pas prouvée**. La France a amélioré de 0,161 pt son IDH entre 190 et 2010 avec une croissance annuelle moyenne du PIB de 2,2% alors que le Koweït a vu son IDH progresser de 0,096 pt avec une croissance du PIB de 3,1% par an en moyenne. Il faut s'interroger sur la répartition des fruits de la croissance. Un pays peut les utiliser pour renforcer ses forces armées alors qu'un autre choisira de développer son système éducatif.

## Les indicateurs de la croissance et du développement

Rang IDH	Pays	IDH en 2010	Variation de l'indice entre 1980 et 2010	PIB/hab en 2010 en \$ PPA 2008	Taux de croissance annuel moyen du PIB réel 1980-2010	Ecart de classement entre IDH et PIB réel par habitant (1)
1	Norvège	0.938	0.150	58 278	2,8	3
4	Etats-Unis	0.902	0.092	46 653	3,1	2
14	France	0.872	0.161	33 103	2,2	8
26	Royaume Uni	0.849	0.112	34 342	2,7	- 9
47	Koweït	0,771	0,096	50 284	3,1	- 43
62	Costa Rica	0.725	0.126	11 143	3,9	4
73	Brésil	0.699	0.050	10 847	3,1	- 8
89	Chine	0.663	0.265	7 206	9,9	- 8
126	Congo	0.489	0,027	4 683	1,6	- 22

(Source : PNUD 2011)

(1) = Les résultats positifs signifient que le classement selon l'IDH est supérieur au classement selon le PIB par habitant. Les résultats négatifs signifient le contraire.

### 3. La convergence récente des IDH est trompeuse pour trois raisons :

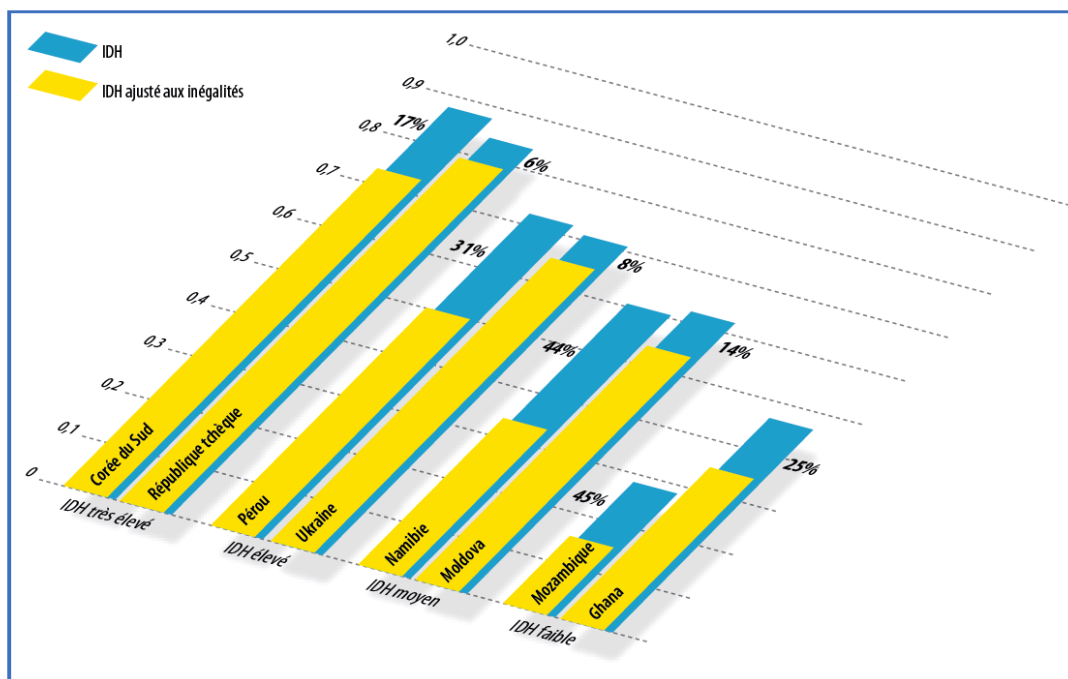
- Elle est due essentiellement à deux pays qui se développent rapidement : la Chine et l'Inde qui représentent plus d'un tiers de la population mondiale ;
- Elle cache la régression en terme de développement humain de l'Afrique et que quelques autres pays (Indonésie, Argentine, Congo, Zimbabwe...) ;
- Elle oublie les inégalités intérieures : la Chine connaît une croissance très rapide mais elle est très inégalement répartie entre les individus, entre les villes et les campagnes.

La croissance n'induit donc pas toujours le développement dans les pays en développement et dans les pays développés pour plusieurs raisons.

### b) – La répartition des fruits de la croissance est inégale

1. Les richesses créées peuvent être très mal réparties et ne profiter qu'à une petite minorité. C'est le cas en Amérique Latine, en Afrique et dans une partie de l'Asie où des grandes fortunes s'accaparent une très grosse partie de la richesse produite. L'agronome français René Dumont a caractérisé cette situation par la notion de « mal développement ». Le coefficient de Gini est ainsi passé de 27 dans les années 1980 à plus de 42 en 2006 ce qui correspond à une forte augmentation des inégalités.
2. Cette croissance des inégalités est également observée dans les pays riches. Ce sont les revenus des 1% les plus riches qui ont augmenté le plus durant ces deux décennies. Cette progression a été plus forte dans les pays anglo-saxons (les Etats-Unis ont retrouvé un niveau d'inégalité supérieur à celui du début du XXe siècle pour les 10% les plus riches qui s'accaparent 50% du revenu total) qu'en France, en Allemagne ou au Japon. Ce ne sont pas les bas revenus qui ont décroché. Ce sont les hauts revenus, et en particulier les très hauts salaires qui ont explosé. Les « working rich » ont remplacé les rentiers du premier XXème siècle.
3. Pour tenir compte du poids des inégalités dans le développement humain, le PNUD a mis au point en 2010 un indicateur de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI). L'IDHI est en théorie égal à l'IDH s'il n'existe aucune inégalité entre les individus, mais il décroît pour s'éloigner de l'IDH à mesure que les inégalités augmentent. Autrement dit, l'IDHI représente le niveau réel du développement humain (qui tient compte de cette inégalité), tandis que l'on peut considérer l'IDH comme un indice de développement humain « potentiel » (ou le niveau maximum de l'IDHI) qu'il serait possible d'atteindre en l'absence de toute inégalité. C'est la différence, exprimée sous forme de pourcentage, entre l'IDH et l'IDHI, qui indique la « perte » subie par le développement humain potentiel, en raison des inégalités. En général les pays à moindre développement humain présentent une plus forte inégalité multidimensionnelle, et donc de plus forts déficits en développement humain, mais les variations sont considérables d'un pays à l'autre. Dans plus d'un tiers des pays, l'inégalité dans le domaine de la santé et de l'éducation, ou les deux, est plus forte que celle du revenu. La fourchette des déficits va pour la santé de 4 pour cent (Islande) à 59 pour cent (Afghanistan), pour l'éducation de 1 pour cent (République tchèque) à 50 pour cent (Yémen), et pour le revenu de 4 pour cent (Azerbaïdjan) à 68 pour cent (Namibie).

## Déficit d'IDH dû à l'inégalité multidimensionnelle

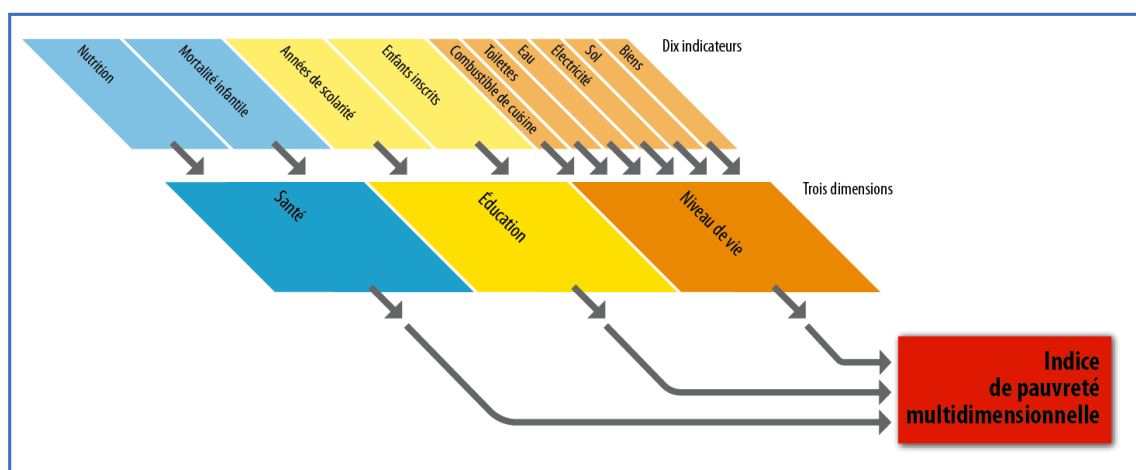


Note : Les chiffres à côté des barres représentent en pourcentage les déficits dus à l'inégalité multidimensionnelle (voir Tableau statistique 5).  
Source : Calculs du BRDH à partir de sa base de données.

### c) – La croissance n'a pas éliminé la pauvreté

1. **La pauvreté est loin d'avoir disparu dans les pays en voie de développement.** Une grosse partie des populations de ces pays n'ont pas accès aux infrastructures de base (eau courante, électricité, école, dispensaire de santé...). L'ONU a donc ajouté à l'indicateur de pauvreté monétaire (1,25\$ par jour et par individu) un **indicateur de pauvreté multidimensionnelle (IPM)** permettant de caractériser le niveau de pauvreté d'un pays en développement.

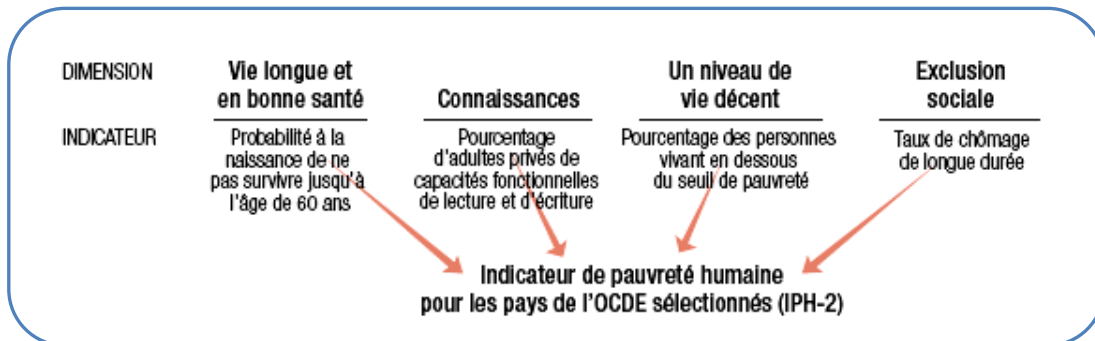
L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) : trois dimensions et 10 indicateurs



Note : La taille des parallélogrammes exprime la pondération relative des indicateurs.

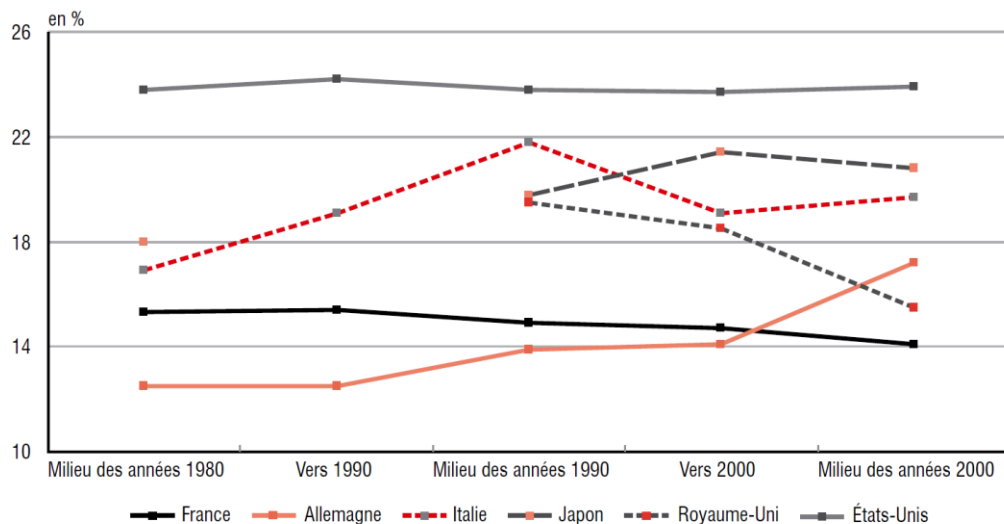
- **En 2010, 1,75 milliard d'individus souffrant de pauvreté multidimensionnelle.** Il est supérieur au 1,44 milliard de personnes dont on estime qu'elles vivent avec moins de 1,25 \$ par jour dans les mêmes pays, mais inférieur aux 2,6 milliards d'individus dont on estime qu'ils vivent avec moins de 2 \$ par jour.
- Une partie de la population des pays en développement (900 millions de personnes) connaît encore des phénomènes de **sous-nutrition** (insuffisances caloriques) et de **malnutrition** (mauvaise répartition des apports caloriques) qui réduisent considérablement l'espérance de vie.
- **La baisse du taux de pauvreté ne fait pas toujours baisser le nombre de pauvres.** D'une part parce que la population continue d'augmenter rapidement (en Afrique le taux de pauvreté recule mais le nombre de pauvres augmente). D'autre part, parce que les populations qui quittent le seuil d'**extrême pauvreté** (1,25 \$ par jour) restent coincées en dessous du seuil de pauvreté (2 \$ par jour et par personne).

- **Enfin, le recul de la pauvreté peut être provisoire.** Une simple augmentation du prix des produits alimentaires et des produits de base peut faire basculer à tout moment les populations pauvres dans l'extrême pauvreté ce qui va annuler la baisse du taux de pauvreté.
2. **La pauvreté n'a pas disparu dans les pays riches et les inégalités ont eu tendance à augmenter** depuis les années 1990. En Europe, le seuil de pauvreté est fixé à 60% du revenu médian. Or, près de 10% de la population européenne est considérée comme pauvre. L'ONU a créé un **indicateur de pauvreté humaine (IPH2)** permettant de caractériser le niveau de pauvreté d'un pays développés.



Ainsi, les Etats-Unis, qui ont un PIB par tête parmi les plus élevé du monde, obtiennent des résultats décevants en matière de pauvreté (plus de 24% de la population) car l'absence d'une protection sociale généralisée à la population entraîne une espérance de vie plus faible alors qu'ils dépensent deux fois plus par habitant pour les dépenses de santé.

**Taux de pauvreté après impôts et transferts (seuil = 60% du revenu médian)**



Note : l'échelle d'équivalence utilisée et les données mobilisées sont différentes de celles utilisées par Eurostat. Pour l'Allemagne et le Royaume-Uni, des écarts de tendance et de niveaux sont sensibles entre les deux sources. Ainsi, en 2005, selon Eurostat le taux de pauvreté du Royaume-Uni est de 19% et celui de l'Allemagne de 12%.  
Source : OCDE, pour plus d'informations, voir l'annexe 1.A1 du rapport « Croissance et inégalités » (2008).

#### **d) – Les ressources procurées par la croissance peuvent être gaspillées**

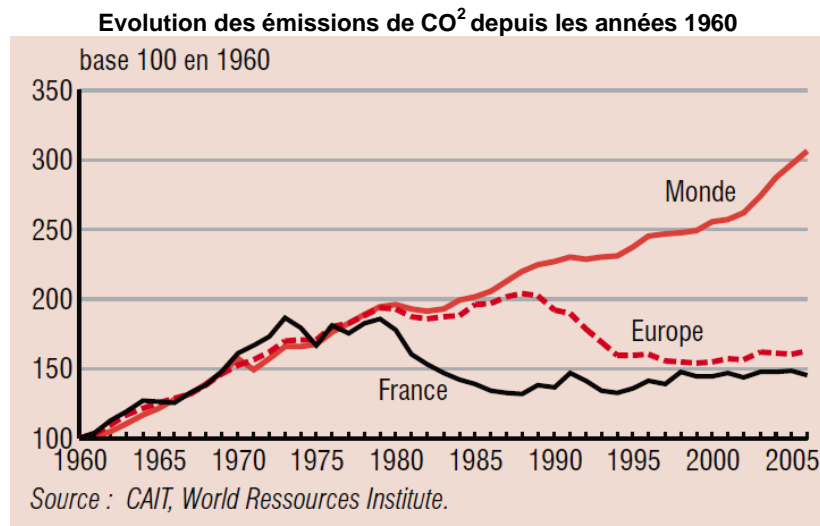
1. **D'une part, les richesses créées peuvent être de peu d'utilité pour la population.** C'est le cas pour les pays, en particulier en Afrique, qui donnent la priorité à l'armement ou dont les richesses sont captées par des chefs d'Etat prédateurs (le Gabon, le Congo, le Nigéria...).
2. **D'autre part, une partie de la richesse créée est gaspillée.** Dans les pays pauvres, le manque de moyens pour stocker et pour transporter rapidement la production, en particulier agricole, se traduit par une destruction des récoltes avant qu'elles soient vendues. Dans les pays riches, la surconsommation se traduit par la destruction de produits considérés comme périmés. Ainsi, 40% de la production alimentaire mondiale est détruite chaque année alors que des gens continuent à mourir de faim sur la planète.
3. **Enfin, la croissance peut se traduire par une détérioration des modes de vie** car elle s'accompagne de **coûts sociaux** importants qui sont très mal mesurés (accidents du travail, maladies professionnelles, obésité, augmentation de la solitude, montée des divorces, augmentation des vols, de la violence...).

## 1.3 – CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT SONT-ILS DES PHENOMENES DURABLES ?

### A – La croissance joue contre l'environnement

1. **La croissance s'accompagne de destructions irréversibles** car toute production et toute consommation est destruction de richesses :

  - ✓ **L'épuisement des richesses naturelles.** La fin du pétrole est annoncée pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Le poisson est en train de disparaître. La déforestation progresse toujours. La terre et de l'eau s'épuisent (salinisation des terres, insuffisance des réserves en eau...) ce qui peut engendrer de nouveaux conflits pour leur partage. Une partie de ce **capital naturel** n'est pas reproductible.
  - ✓ **La réduction de la biodiversité** : 67 000 espèces animales et végétales sont en voie de disparition. A tel point que des scientifiques, de plus en plus nombreux, n'hésitent pas à parler d'une sixième extinction, succédant aux cinq précédentes - dues à d'importantes modifications naturelles de l'environnement - qui ont scandé la vie sur Terre. L'homme en est directement responsable, en particulier par la fragmentation des habitats, l'exploitation directe des espèces ou encore la destruction des écosystèmes les abritant.
  - ✓ **Les pollutions diverses** (eaux, sols, air) sont en train de provoquer des pluies acides, le réchauffement de la terre, la fonte du pôle Nord, le trou dans la couche d'ozone, la modification des climats... Les courants marins ou atmosphériques transportent très loin de leur lieu d'émission les produits toxiques, qui imprègnent les écosystèmes. Ils sont souvent difficiles à éliminer et s'accumulent dans la chaîne alimentaire. Toxiques à faible dose, ils comportent des effets cancérogènes, altèrent la fertilité et perturbent les systèmes nerveux et immunitaires



2. **Il est évident que si les peuples des pays en développement imitent le mode de vie des populations occidentales, la planète sera incapable de satisfaire tous les besoins humains.** Ainsi, si le PIB par tête des chinois rejoint celui des occidentaux, il faudrait 50 fois plus de forêts sur terre pour couvrir ses besoins en papier... Ceci va se traduire par :

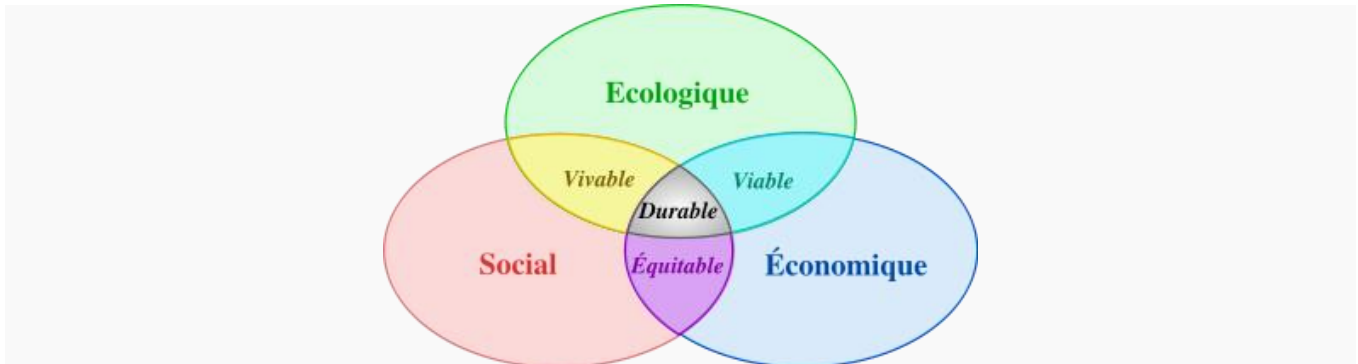
  - ✓ **Une réduction progressive de l'offre de produits** si on ne trouve pas des produits intermédiaires substitués pour remplacer les matières premières en voie de disparition.
  - ✓ **Une augmentation considérable du prix des matières premières et des produits agricoles** qui va peser sur le pouvoir d'achat des consommateurs et ralentir la consommation et la croissance de la production.
  - ✓ **Une augmentation de la pauvreté** car la hausse des prix va toucher en premier lieu les populations les plus pauvres, celles qui en sont au stade de la survie.
  - ✓ **Des dépenses de plus en plus élevées** pour combattre les nuisances occasionnées par la croissance (pollution, réchauffement, dégâts provoqués par les ouragans, la montée des eaux...).

### B – Peut-on envisager un développement durable ?

1. A partir des années 1990 (rapport Brundtland en 1987), on a mis en avant la notion de **développement durable** ou **soutenable** défini ainsi : « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». En d'autres termes, il s'agit d'un développement qui doit à la fois satisfaire aux besoins de toute la population de la planète (éliminer la pauvreté) et garantir aux générations futures un environnement stable.

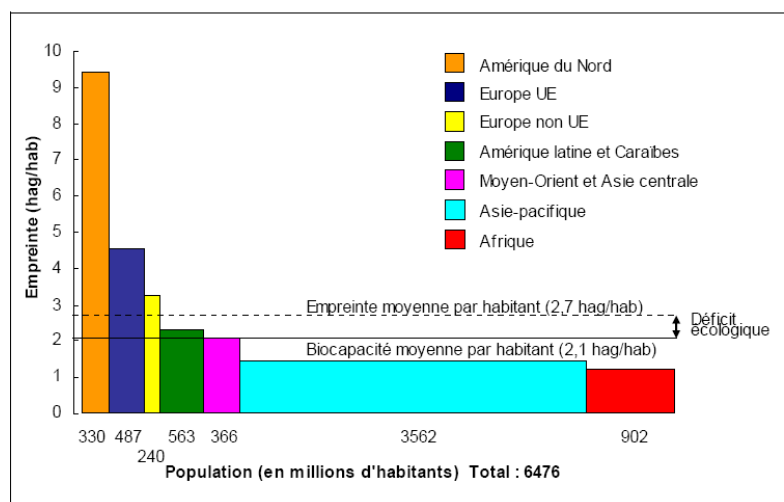
Ce développement repose sur trois principes :

- **La solidarité** qui suppose une réduction des inégalités au sein des générations actuelles et le respect de l'environnement pour les générations futures ;
- **La précaution** : il est préférable de prévenir plutôt que de guérir ; il faut donc étudier l'impact de toute action sur les équilibres économiques, sociaux et écologiques avant de la mettre en œuvre (les biocarburants par exemple).
- **La participation** : tous les acteurs de la société civile doivent participer aux processus de décision.



2. **Pour essayer de mesurer** le développement durable, des chercheurs (Mathis Wackernagel, William Rees), ont proposé de calculer **l'empreinte écologique** de l'homme sur la planète : elle quantifie pour un individu ou une population la **surface bioproductive nécessaire** pour produire les principales ressources consommées par cette population et pour absorber ses déchets.
  - ✓ Les ressources consommées peuvent provenir de surfaces productives situées en dehors du territoire occupé par cette population. Le **déficit ou le crédit écologique** d'un pays est le **rapport entre son empreinte écologique et sa biocapacité**, définie comme la surface productive disponible d'un pays. Ce type de calcul permet d'estimer si le pays vit au-dessus de ses moyens et s'il doit importer des ressources de l'étranger pour assurer sa subsistance.
  - ✓ Une estimation tenant compte des besoins minimaux des autres espèces en eau, air, habitats et nutriments attribue finalement, en moyenne et théoriquement, 2,1 ha à chaque personne. Or, un terrien moyen a aujourd'hui besoin de 2,7 ha. L'empreinte écologique mondiale a donc dépassé la capacité biologique de la Terre à produire nos ressources et absorber nos déchets depuis le milieu des années 1970 ce qui revient à dire que **le mode vie actuel n'est pas soutenable dans la durée**. Pour l'Europe, l'empreinte écologique est de 4,8 hectares par personne, pour une biocapacité de 2,2 ha par Européen en 2008 : autrement dit, si tout le monde consommait autant qu'un européen, il faudrait l'équivalent de deux planètes pour vivre de façon durable.

**Biocapacité et empreinte écologique par régions du monde en 2008**

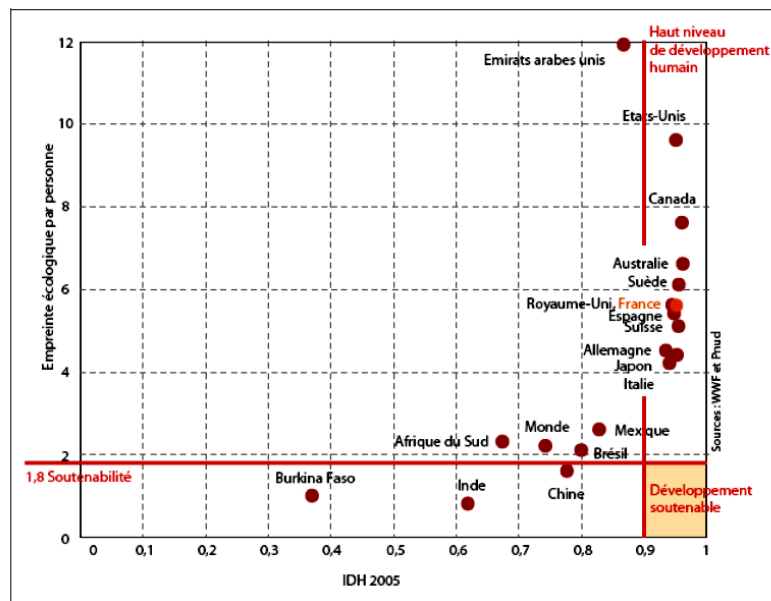


Source : Aurélien Boutaud et Natacha Gondran, audition devant la commission le 23 mars 2009.

- ✓ **Le croisement des données de l'IDH avec celles de l'empreinte écologique** est, de ce point de vue, éclairant : en 2005, aucun pays ne parvenait à cumuler un IDH élevé et une empreinte soutenable. Les pays qui ont un IDH élevé ont un développement insoutenable du point de vue écologique. Les pays en développement ont encore une empreinte écologique soutenable mais n'ont pas atteint un niveau de

développement humain convenable. Il faut donc inventer un nouveau mode de consommation dans les pays riches et un nouveau mode de développement dans les pays pauvres. Comment peut-on y arriver?

### Empreinte écologique et IDH en 2005



Source : Alternatives économiques, *L'état du développement durable en France*, Pratique n°34, juin 2008.

3. Une autre façon de quantifier le développement durable consiste à adopter l'approche par le capital – au sens large du terme – ou par les stocks. Selon cette approche, la durabilité suppose de léguer aux générations suivantes des stocks de ressources suffisants pour qu'elles puissent bénéficier d'un niveau de vie au moins équivalent au niveau de vie courant. Ces stocks sont de nature très diverses : le niveau de vie des générations futures dépend de ce que nous leur laisserons comme capital physique (outils de productions, bâtiments...), comme ressources naturelles, mais encore d'un certain nombre de ressources immatérielles, non seulement des connaissances et des techniques mais aussi tout un ensemble d'institutions qui permettent à la société de produire et de répartir les richesses ainsi produites. Il faut donc prendre en compte :

- Le stock net du capital économique ;
- Le stock net du capital humain mesuré par les dépenses d'éducation ;
- Le stock net de ressources naturelles défalqué de la pollution de l'air et de la détérioration du climat.

Un stock décroissant serait l'indice d'une surconsommation de ressources, empêchant par la même les générations futures de bénéficier de conditions de vie au moins aussi avantageuses que les nôtres. Le problème c'est que les économistes ont du mal à évaluer le stock de capital humain et de ressources naturelles qui n'ont pas souvent un prix de marché.

## C – Les politiques de développement durable

1. Pour assurer un développement durable, les économistes et les hommes politiques s'opposent. On peut distinguer trois grands courants :
  - ✓ Les partisans d'une durabilité faible : Il faut léguer la même somme de capital « total » aux générations futures. Le capital naturel n'est qu'une forme de capital parmi d'autres, qu'on peut substituer par d'autres formes de capitaux (technologiques, humains). Le progrès technique devrait permettre de substituer aux ressources naturelles épuisées des ressources artificielles manufacturées. Il faut donc une croissance forte pour financer ces innovations et des incitations monétaires afin d'orienter la recherche dans cette direction.
  - ✓ Les partisans d'une croissance verte : Il est possible de concilier protection de l'environnement, équité sociale et croissance économique (sur un pied d'égalité). La croissance verte est la voie à suivre pour passer de l'économie actuelle à une économie durable. Elle consiste à promouvoir la croissance et le développement tout en préservant l'environnement. Elle nécessite de « découpler » davantage les impacts environnementaux et la croissance économique et d'adopter des modes de consommation et de production plus respectueux de l'environnement tout en réduisant la pauvreté et en améliorant les perspectives des populations en matière de santé et d'emploi. La croissance verte implique de faire de l'investissement environnemental une nouvelle source de croissance.

- ✓ **Les partisans de la durabilité forte** : Le capital naturel est constitué d'éléments vitaux pour le maintien des grands équilibres écologiques : il ne peut être remplacé. Ces grands équilibres doivent être préservés dans leur intégralité pour assurer la vie des générations futures. La priorité doit donc être donnée à la préservation de notre environnement au détriment de la croissance économique.

#### a) – **Croissance zéro ou décroissance ?**

2. **1<sup>ère</sup> proposition** : La **croissance zéro** a été proposée par le Club de Rome en 1972 (Rapport Meadows). Georgescu-Roegen a même suggéré une **décroissance**, c'est-à-dire une réduction de la production au niveau mondial. Cette solution reposait sur un constat alarmant : la terre serait incapable de fournir les ressources naturelles nécessaires pour répondre à la croissance économique mondiale. On retrouve la vieille idée de **Malthus** qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, pensait que la terre n'était pas capable de produire suffisamment de ressources alimentaires pour nourrir la population en forte augmentation. D'où sa proposition de réduire la croissance démographique par la maîtrise de la fécondité et la fin des aides aux pauvres qui font de nombreux enfants. Dans le cas de Club de Rome, il faut stopper la croissance et se contenter du niveau de production des années 1970. Dans le même ordre d'idée, les partisans de la décroissance proposent deux solutions :

- ✓ **Une réduction de notre mode de consommation**. La « **simplicité volontaire** » ou « **sobriété heureuse** » est un mode de vie consistant à réduire volontairement sa consommation, ainsi que les impacts de cette dernière, en vue de mener une vie davantage centrée sur des valeurs "essentielles". Après tout, la hausse du niveau de vie, à partir de 15 000 dollars par tête, n'entraîne pas une amélioration du degré de satisfaction des populations des pays riches. Cette réduction du niveau de consommation toucherait davantage les populations des pays riches que celle des pays pauvres ce qui permettrait un meilleur partage des richesses au niveau mondial.
- ✓ **Une relocalisation des productions**. Il s'agit de privilégier les circuits courts. Le fait qu'une partie des fruits consommés en Europe proviennent d'Amérique du Sud ou de Nouvelle Zélande est une aberration économique due au fait que l'on ne prend pas en compte les externalités environnementales du transport aérien, maritime et routier. La forte hausse du prix du pétrole dans l'avenir devrait souligner le coût véritable de cette mondialisation de la production.

Ces solutions ont été critiquées par les partisans de l'éco-efficience sur trois points :

- Les prévisions sur l'épuisement des ressources naturelles se sont révélées fausses car le stock de ces ressources est encore mal connu et il existe des techniques pour rendre plus efficace leur exploitation ;
- Une croissance zéro se traduirait, compte tenu de la croissance de la population mondiale, par un appauvrissement des populations puisqu'il faudrait partager la même quantité de richesse par un plus grand nombre d'habitants ;
- Enfin, le souhait des populations des pays en développement d'accéder au mode de vie occidental est légitime.

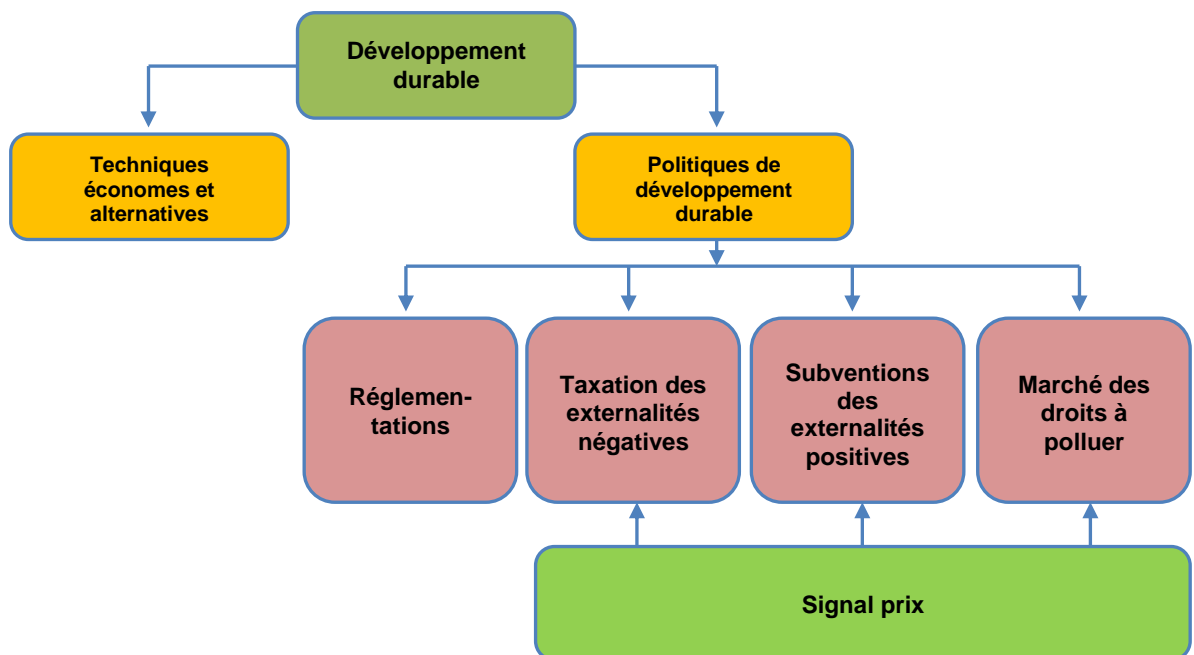
#### b) – **Politiques réglementaires ou politiques incitatives pour une croissance verte ?**

3. **2<sup>ème</sup> proposition** : Une **croissance économe en énergie et en ressources naturelles**. Dans ce cas, soit on se repose sur le progrès technique, soit il faut inciter les agents à économiser et à consommer autrement.

- ✓ **Dans le premier cas**, on cherche des **techniques économes en ressources naturelles** ou substitutives aux ressources actuelles (ampoule à basse consommation, maison écologique, énergie solaire, éolienne, voiture à l'hydrogène...). Ainsi, **l'intensité énergétique** a diminué dans tous les pays entre 1973 et 2005 (de 40% en Amérique du Nord et en Europe, de 25% en Asie). On produit donc la même quantité de richesse avec moins d'énergie. On parle alors de **croissance verte**. Cependant, cette approche purement technique est insuffisante pour assurer un développement durable :

- Les gains obtenus dans les économies d'énergie ou de matières premières obtenus dans la fabrication et l'utilisation d'un produit sont plus que compensés par l'augmentation de la consommation. Les économies réalisées dans l'électroménager (en 10 ans la consommation des réfrigérateurs a baissé de 40 % et celle des lave-linge de 28 %) n'ont pas compensé le doublement de la consommation d' « **électricité spécifique** », lié à l'explosion des équipements audiovisuels et de la bureautique : multiplication des appareils, notamment de périphériques « **énergivores** », utilisation de systèmes de veille inutilement gourmands, agrandissement des écrans plats...Il s'agit de "**l'effet rebond**".
- Une partie du capital naturel ne peut être remplacé par des substituts industriels.

- ✓ **Dans le deuxième cas**, au delà de l'information donnée au public, on dispose de plusieurs méthodes pour obtenir ces nouveaux comportements : la **contrainte réglementaire** ou l'**incitation par le "signal prix"**, qui consiste à introduire dans le prix des produits le coût des externalités négatives ou l'avantage d'une externalité positive. Dans ce dernier cas, on suppose que les agents réagissent et adoptent leur comportement uniquement à partir du prix du produit.
- **La réglementation** : imposer le tri sélectif, limiter la vitesse sur les routes, interdire les OGM, obliger les industries minières à restituer le site intact... La loi peut imposer des normes techniques contraignantes et écologiquement responsables. Ceci suppose que les Etats aient les moyens de contrôle et de répression des actions des agents économiques.
- **La taxation** : l'écotaxe consiste à rendre plus cher la consommation de tel ou tel produit afin de modifier les comportements (les transports en commun plutôt que la voiture individuelle, le filtre à particule plutôt que la pollution...). Ainsi, la mise en place d'une taxe carbone en Suède, qui augmente le prix de l'énergie, a incité les suédois à réduire leur consommation énergétique et à trouver des moyens de transport ou de chauffage alternatifs. Les émissions de CO<sub>2</sub> ont ainsi pu être réduites de 9% alors que la croissance augmentait de 50% entre 1991 et 2008.
- **La subvention** : elle doit inciter les agents économiques à s'orienter vers une solution plus respectueuse de l'environnement (les ampoules à basse intensité, le chauffage solaire, le transport en tramway...) en rendant moins cher l'accès à ce type de biens ou de services (Les transports en commun à 1€ quelque soit la distance dans le département des Alpes-Maritimes).
- **Le marché des droits à polluer** : on donne à chaque pays ou à chaque entreprise un droit à polluer qu'ils ne doivent pas dépasser. Ceux qui le dépassent doivent acheter une partie des droits de ceux qui sont en dessous de leur seuil. Cette méthode devrait avoir deux avantages. Les pollueurs sont incités à réduire leur pollution sinon ils vont avoir des coûts de production trop élevés et ils vont perdre leurs marchés. D'autre part, les pays en développement étant peu pollueur, ils recevraient ainsi des capitaux de la part des pays développés qui sont fortement pollueurs ce qui pourrait les aider à se développer.



4. **Cette internalisation des externalités négatives** n'est possible qu'à quatre conditions :
- **La population doit être informée** des limites de la croissance et participer à la prise de décision sur les mesures à prendre. Ainsi, dans la ville de Boulder, aux Etats-Unis, ce sont les habitants qui ont pris la décision de créer une taxe carbone et d'utiliser l'argent récolté par la municipalité pour financer des équipements moins énergivores chez les particuliers et dans les services publics.
  - **Tous les pays doivent accepter de réduire leur pollution** et s'entendre sur les moyens de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. C'est ce qui s'est passé en 1997 avec les accords de Kyoto de 1992, entrés en vigueur en 2005. Il a été ratifié à ce jour par 172 pays. Il propose un calendrier de réduction des émissions des 6 gaz à effet de serre qui sont considérés comme la cause principale du réchauffement climatique des cinquante dernières années. Il comporte des engagements absolus de réduction des émissions pour 38 pays industrialisés, avec une réduction globale de 5,2 % des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2012 par rapport aux émissions de 1990. Cet accord a, depuis été dénoncé par les Etats-

Unis et le Canada qui jouent ainsi le rôle de **passager clandestin**. Ils vont bénéficier des actions des autres pays qui font des efforts pour réduire leurs émissions sans avoir à en payer le prix alors qu'ils sont les plus gros pollueurs de la planète.

### Emission de CO<sup>2</sup>, PIB et population

	Émission de CO <sub>2</sub>				PIB		Population	
	1990 (Mt)	2005 (Mt)	Part du CO <sub>2</sub> liée aux hydrocarbures (%)	Évolution 1990-2005 (%)	2005 en part (%)	Évolution 1990-2005 (%)	2005 en part <sup>1</sup> (%)	2005 en part (%)
<b>Amérique du Nord</b>	<b>5 723</b>	<b>6 952</b>	<b>97,4</b>	<b>+ 21,5</b>	<b>21,7</b>	<b>+ 62,7</b>	<b>23,6</b>	<b>6,7</b>
États-Unis	4 934	5 907	98,6	+ 19,7	18,5	+ 62,6	19,8	4,6
<b>Europe, Russie et CEI hors Russie</b>	<b>8 299</b>	<b>6 949</b>	<b>96,3</b>	<b>- 16,3</b>	<b>21,7</b>	<b>+ 38,5</b>	<b>27,1</b>	<b>13,5</b>
UE27	4 266	4 147	96,0	- 2,8	13,0	+ 44,8	21,1	7,6
Allemagne	996	837	97,4	- 16,0	2,6	+ 33,8	4,0	1,3
<b>France</b>	<b>375</b>	<b>406</b>	<b>95,9</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>1,3</b>	<b>+ 37,9</b>	<b>3,0</b>	<b>1,0</b>
Italie	422	481	94,3	+ 14,1	1,5	+ 26,3	2,8	0,7
Espagne	229	369	92,7	+ 61,2	1,2	+ 66,7	1,8	0,7
Royaume-Uni	571	543	98,5	- 5,0	1,7	+ 53,5	3,1	0,9
Russie	2 273	1 606	97,7	- 29,4	5,0	+ 5,3	2,5	2,2
<b>Asie</b>	<b>6 062</b>	<b>11 023</b>	<b>85,0</b>	<b>+ 81,8</b>	<b>34,5</b>	<b>+ 170,9</b>	<b>35,6</b>	<b>55,4</b>
Japon	1 108	1 258	96,6	+ 13,5	3,9	+ 26,3	6,3	2,0
Chine	2 545	5 843	87,3	+ 129,6	18,3	+ 416,9	14,6	20,3
Inde	723	1 358	84,6	+ 87,9	4,2	+ 185,1	6,1	16,9
<b>Afrique</b>	<b>1 121</b>	<b>2 124</b>	<b>42,0</b>	<b>+ 89,6</b>	<b>6,6</b>	<b>+ 77,0</b>	<b>3,8</b>	<b>14,2</b>
<b>Moyen-Orient</b>	<b>663</b>	<b>1 316</b>	<b>95,8</b>	<b>+ 98,4</b>	<b>4,1</b>	<b>+ 100,3</b>	<b>2,5</b>	<b>2,9</b>
<b>Amérique du Sud</b>	<b>1 555</b>	<b>2 218</b>	<b>42,9</b>	<b>+ 42,7</b>	<b>6,9</b>	<b>+ 76,4</b>	<b>6,0</b>	<b>7,0</b>
<b>Océanie</b>	<b>287</b>	<b>422</b>	<b>97,8</b>	<b>+ 46,8</b>	<b>1,3</b>	<b>+ 78,9</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>
Soules internationales et aériennes	649	959	100,0	+ 47,7	3,0	///	///	///
<b>Total</b>	<b>24 359</b>	<b>31 962</b>	<b>85,4</b>	<b>+ 31,2</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 84,5</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

- **Il doit s'établir une solidarité entre les nations** afin de réduire les écarts de développement et d'éliminer la pauvreté. Ce sont les objectifs des accords du Millénaire signés en 2000 qui vise à réduire de moitié la pauvreté dans le monde entre 2000 et 2015.
- **Il faut un gendarme international qui fasse respecter les accords**. Or, malgré l'existence de l'ONU, celui-ci n'existe pas encore ce qui explique les retards dans les mesures prises par les Etats.

	Type d'instrument	Type de rapport politique	Type de légitimité	
<b>Contraindre</b>	Législatif et réglementaire	Pouvoirs publics tuteurs	Intérêt général	RT 2012, interdiction des ampoules à incandescence
	Economique et fiscal	Pouvoirs publics producteurs de richesse	Efficacité sociale et économique	Eco-prêt à taux 0 Prime à la casse
<b>Inciter</b>	Conventionnel et incitatif	Pouvoirs publics mobilisateurs	Citoyenneté	Charte AFNOR tourisme durable
	Labels et standards	Pouvoirs publics responsabilisateurs	Scientifico-technique	Etiquetage « classe A », certification Bio
<b>Informier</b>	Informatif et communicationnel	Pouvoirs publics animateurs	Responsabilisation des acteurs	Campagne de sensibilisation « Faisons vite ça chauffe »

Source : CREDOC, 2009, adapté de Lascoumes et Le Galès, 2004

### Révision interactive

- ✓ <http://www.ac-nice.fr/ses/termtd/mesprod.htm>
- ✓ <http://www.statapprendre.education.fr/insee/croissance/default.htm>
- ✓ <http://www.ac-nice.fr/ses/termtd/calculstat2.htm>
- ✓ <http://www.ac-nice.fr/ses/dissertes/diss1/diss1.html>
- ✓ [http://www3-ac-clermont.fr/pedago/ecogest/PEDAGOGIE\\_ECO\\_DROIT/tests\\_internet/eco\\_bts\\_eva\\_methodo\\_ds/croissance\\_qcm.htm](http://www3-ac-clermont.fr/pedago/ecogest/PEDAGOGIE_ECO_DROIT/tests_internet/eco_bts_eva_methodo_ds/croissance_qcm.htm)

